

AMERIQUES

Venezuela : Guaido appelle les soldats au soulèvement, Maduro dit l'armée loyale

30 avril 2019

Le leader de l'opposition vénézuélienne Juan Guaido a affirmé mardi avoir entamé "la phase finale" de son projet de renversement du président Nicolas Maduro, appelant la population et l'armée au soulèvement à la veille des manifestations du 1^{er} mai.

Dans un message vidéo publié sur Twitter, Guaido, qui s'est autoproclamé en janvier président par intérim, apparaît entouré par des hommes en uniforme. L'opposant Leopoldo Lopez, qui est normalement assigné à résidence depuis 2017, est également présent à ses côtés, précisant dans un tweet avoir été "libéré par des soldats".

"Les forces armées nationales ont pris la bonne décision, elles peuvent compter sur le soutien du peuple vénézuélien", déclare Juan Guaido tout en demandant que soit mis fin "définitivement à l'usurpation" de Nicolas Maduro, le président du pays réélu l'an dernier dans la controverse.

Un journaliste de Reuters a vu des forces de sécurité tirer des gaz lacrymogènes sur Guaido et quelque 70 jeunes hommes en uniforme près de la base aérienne de La Carlota dans l'est de Caracas où l'on rejoint plusieurs centaines de civils.

Des coups de feu ont retenti un peu plus tard à l'extérieur de la base. Des hommes en uniforme accompagnant l'opposant ont échangé des tirs avec des soldats soutenant Maduro, rapportent des journalistes de Reuters.

Guaido serait resté environ quatre heures sur place avant de quitter les lieux.

Diosdado Cabello, le président de l'Assemblée constituante favorable au pouvoir, a affirmé que les opposants n'étaient pas parvenus à prendre le contrôle de la base aérienne et il a exhorté les partisans de Maduro à se rassembler devant le palais présidentiel dans le centre de Caracas.

Nicolas Maduro est intervenu pour annoncer qu'il s'était entretenu avec les dirigeants de l'état-major et que ceux-ci lui avaient exprimé une "totale loyauté".

L'armée reste "fermement au service de la constitution nationale et des autorités légitimes", a-t-il ajouté, affirmant que la situation était normale dans toutes les casernes du pays.

"Nous informons le peuple du Venezuela qu'en ce moment, nous affrontons et neutralisons un petit groupe de traîtres de l'armée qui ont pris position sur l'échangeur autoroutier d'Altamira pour mener un coup d'Etat", a écrit sur Twitter le ministre de l'Information, Jorge Rodríguez.

Un responsable américain a estimé qu'il n'était pas certain que l'opposant parvienne à convaincre l'armée de basculer dans son camp. Cela illustrerait l'hypothèse que Guaido ne dispose peut-être pas du soutien qu'il revendique.

Cette nouvelle initiative de l'opposant pourrait inciter les autorités vénézuéliennes à procéder à son arrestation après lui avoir retiré son immunité parlementaire et ouvert plusieurs enquêtes contre lui.

Source : Reuters

Trump veut classer les Frères musulmans comme organisation "terroriste"

30 avril 2019

Le président des Etats-Unis Donald Trump envisage de placer les Frères musulmans, bête noire du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, sur la liste noire américaine des "organisations terroristes". Les Frères musulmans appartiennent à l'alliance suivante : Qatar – Turquie – Iran – Venezuela – Hamas – Hezbollah.

Le placement sur cette "liste noire" de la confrérie des Frères musulmans, considérée comme "terroriste" en Egypte, permettrait aux Etats-Unis d'imposer des sanctions à toute personne ou organisation ayant des liens avec ces derniers.

Cette annonce intervient trois semaines après la visite à la Maison Blanche de M. Sissi, qui a destitué son prédécesseur islamiste Mohamed Morsi en 2013 avant d'être élu à la présidence un an plus tard.

Selon le New York Times, qui a révélé cette information, cette initiative du président se heurte cependant à de vives objections, en particulier au sein du Pentagone. Elle pourrait avoir de nombreuses conséquences en cascade, dont celle de tendre encore un peu plus les relations avec la Turquie et le président Recep Tayyip Erdogan.

M. Erdogan, qui qualifie l'actuel président égyptien de "putschiste", dresse parfois un parallèle entre le renversement de M. Morsi et la tentative de putsch qui l'a visé en juillet 2016. A l'occasion de sa rencontre avec M. Sissi dans le Bureau ovale, M. Trump avait multiplié les marques de soutien, louant son "très bon travail".

"Les relations entre l'Egypte et les Etats-Unis n'ont jamais été aussi bonnes", avait-il affirmé, sans mentionner à aucun moment la question des droits humains. Les organisations de défense des droits de l'homme dénoncent régulièrement les violations des libertés par le régime égyptien. Le Caire nie, mettant l'accent sur l'impérieuse nécessité de la lutte antiterroriste.

Début avril, les Etats-Unis ont placé les Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique du régime iranien, sur leur liste noire des "organisations terroristes". L'Iran, qui est allié aux Frères musulmans, figure déjà depuis 1984 sur la liste américaine très restreinte des "Etats soutenant le terrorisme".

Source : AFP

Trump toujours harcelé par les démocrates

30 avril 2019

Rappel du contexte

Trump a décrit l'enquête russe comme une "chasse aux sorcières".

Le procureur Robert Mueller a remis le 22 mars dernier son rapport confidentiel à William Barr, après 22 mois d'investigations.

L'Attorney General a publié le 18 avril une version expurgée du rapport de 448 pages.

Le rapport exclut toute collusion entre les équipes de Donald Trump et le pouvoir russe dans l'élection présidentielle de 2016 mais met en lumière, sans pouvoir trancher, une série d'incidents qui tendent à montrer que le président a cherché à entraver le déroulement de l'enquête et interroge sur une éventuelle obstruction du cours de la justice.

Trump veut empêcher une audition de Deutsche Bank au Congrès

Donald Trump, ses enfants Donald Jr, Eric et Ivanka et sept de ses sociétés dont la Trump Organization Inc. ont engagé lundi une action en justice contre Deutsche Bank et Capital One Financial Corp dans le but de les empêcher de remettre au Congrès des informations sur leurs transactions financières.

Deux commissions de la Chambre des représentants, passée en janvier sous le contrôle de l'opposition démocrate, ont émis des citations à comparaître à plusieurs établissements financiers afin d'obtenir des informations sur les finances de Trump. Deutsche Bank et Capital One Financial ont été impliquées dans des transactions liées à l'empire immobilier du président.

La plainte déposée par Trump soutient que les demandes des commissions parlementaires n'ont "aucun objectif légitime ou légal" et que la cour a le pouvoir de bloquer ces assignations à comparaître "émises dans le but de harceler le président et de fouiller dans tous les aspects de ses finances personnelles et de ses affaires, et dans sa vie privée et celle de sa famille".

Une porte-parole de la Deutsche Bank a déclaré que la banque était engagée dans un "dialogue productif" avec les deux commissions.

Donald Trump a récemment averti qu'il entendait combattre toutes les procédures engagées par les démocrates pour examiner ses activités financières.

Enquête russe : William Barr refuse de témoigner à huis clos devant le Congrès

L'Attorney General, William Barr, n'entend pas témoigner à huis clos devant la commission judiciaire de la Chambre des représentants lors d'une audition consacrée aux passages expurgés du rapport du procureur spécial Robert Mueller sur le rôle de la Russie dans l'élection de novembre 2016, a-t-on appris dimanche auprès d'un assistant parlementaire du Parti démocrate.

Trump dément avoir réclamé le limogeage de Mueller

Donald Trump a démenti avoir demandé à l'un de ses conseillers de l'époque de limoger Robert Mueller comme l'affirme un passage du rapport rédigé par le procureur spécial. "Contrairement à ce qui a été dit par les spécialistes des fake news, je n'ai jamais demandé au conseiller de la Maison blanche Don McGahn de virer Robert Mueller, quand bien même j'en avais le droit".

Le président de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, un démocrate, a cité Donald McGahn à comparaître, mais Donald Trump a promis de tout faire pour empêcher que le moindre employé de la Maison blanche se rende aux auditions réclamées par la Chambre.

Le fisc US n'a pas remis les déclarations d'impôts de Trump au Congrès

Le fisc américain a laissé passer le délai fixé par une commission de la Chambre des représentants, contrôlée par les démocrates, sans lui remettre les déclarations de revenus de Donald Trump.

Le représentant démocrate Richard Neal, président de la commission chargée des impôts (Ways and Means), avait demandé à l'administration américaine les déclarations personnelles et professionnelles de Donald Trump sur une période de six ans.

Sa commission pourrait désormais tenter de se les procurer par la voie d'une assignation judiciaire, ouvrant un front qui pourrait aller jusque devant la Cour suprême.

Le secrétaire général de la Maison blanche Mick Mulvaney a déjà fait savoir que les déclarations fiscales de Trump ne seront "jamais" transmises aux démocrates.

Source : Reuters

Le PIB des États-Unis dépasse toute projection, mais encore jusqu'à quand ?

27 avril 2019

Dépassant toutes les projections, le PIB des États-Unis a progressé de 3,2% de janvier à mars 2019, selon une première estimation du département du Commerce annoncée vendredi 26 avril. L'administration Trump pense pouvoir maintenir ce rythme, mais les analystes semblent dubitatifs.

Même la Maison Blanche n'avait pas imaginé de tels résultats.

Et ce malgré le "shutdown", le blocage partiel de l'administration pendant 35 jours en début d'année.

La nouvelle du département du Commerce est excellente pour le président américain, qui a fait de la bonne santé de l'économie américaine l'un des principaux arguments pour sa réélection en 2020.

D'autant que ces bons résultats s'expliquent en grande partie par le rééquilibrage de la balance commerciale américaine : l'administration Trump est en plein bras de fer avec la Chine pour trouver un accord commercial. Sur le premier trimestre 2019, les exportations ont augmenté de 3,7% tandis que les importations ont baissé d'autant.

Source : RFI

Bayer plonge suite au rachat de Monsanto

26 avril 2019

Après le rachat en 2018 du géant américain des pesticides Monsanto, la société allemande fait face aux critiques de toutes parts. Des procès aux États-Unis lui ont coûté cher et son image est des plus négatives.

Des abeilles mortes que piétinent les actionnaires de Bayer, de jeunes défenseurs de l'environnement de « Fridays for future » criant « nous sommes ici, nous faisons du bruit parce

que vous nous volez notre avenir ». Déjà à l'extérieur, l'assemblée générale de Bayer a été tumultueuse, vendredi 26 avril.

A l'intérieur, les actionnaires ont dit tout le mal qu'ils pensaient de la direction du groupe, dont le cours en bourse a baissé de près de 40 % depuis l'acquisition de Monsanto. « En deux ans, Bayer, le géant pharmaceutique est devenu un nain » résume le responsable du fonds géré par les caisses d'épargne allemandes.

Le patron de Bayer, Werner Baumann, a reconnu que le rachat du géant américain des pesticides et des OGM Monsanto avait eu des conséquences négatives pour Bayer. L'entreprise a été condamnée à deux reprises à verser de lourdes indemnités en lien avec le produit phare de Monsanto, le glyphosate, accusé d'être cancérigène.

Plus de 13 000 requêtes contre ce produit ont été déposées aux États-Unis. Pour autant, Werner Baumann se veut optimiste et espère obtenir gain de cause en appel. Il reste convaincu du caractère sûr du glyphosate et défend la pertinence économique de ce rachat historique pour 63 milliards de dollars.

Source : RFI

Tensions croissantes entre USA et Mexique

27 avril 2019

Rappel du contexte

Face à l'afflux de migrants d'Amérique centrale voulant se rendre aux États-Unis en passant par le Mexique, Donald Trump a menacé le mois dernier de fermer la frontière entre les deux pays, puis d'imposer des taxes douanières au Mexique, si celui-ci n'intensifiait pas ses efforts pour arrêter les "caravanes" de migrants.

Il a fait de la lutte contre l'immigration illégale l'un des fers de lance de sa présidence. Il a accusé le Mexique de ne "faire pratiquement rien" pour interpellier les migrants clandestins et les renvoyer dans leur pays d'origine, alors que, depuis octobre, plusieurs dizaines de milliers de migrants d'Amérique centrale ont traversé le Mexique en caravanes pour entrer illégalement aux USA.

Washington a annoncé début avril qu'il allait accélérer le déploiement de centaines d'agents du service des douanes et de la protection des frontières le long de la frontière avec le Mexique pour lutter contre l'afflux de demandeurs d'asile.

Les caravanes de milliers de migrants partis du Honduras, du Salvador et du Guatemala mettent en fureur le président américain Donald Trump qui a envoyé l'armée à la frontière mexicaine pour tenter d'endiguer le flot ininterrompu. Engageant un bras de fer avec l'opposition démocrate, Donald Trump en a profité pour relancer son projet d'un gigantesque mur.

Le Mexique "préoccupé" par les retards à la frontière avec les États-Unis

Le Mexique, devenu le premier partenaire commercial de son voisin américain cette année pour la première fois, a exprimé aux Etats-Unis ses préoccupations concernant les retards dans le mouvement de marchandises et de personnes à la frontière.

Cette note diplomatique envoyée par le ministère des Affaires étrangères est un nouveau signe de tension entre les deux pays au sujet de leur frontière commune.

"Au cours du mois d'avril, les retards à la douane ont eu un impact économique sur les entreprises mexicaines et américaines", a déclaré le ministère des Affaires étrangères.

En mars, Washington a redéployé 2.000 agents des douanes pour aider ses forces surveillant la frontière à gérer l'afflux de migrants cherchant à entrer sur le territoire américain. La surveillance accrue a entraîné des retards dans le passage des marchandises et des personnes.

Mexique : 1300 migrants fuient un centre surpeuplé de Tapachula

Au Mexique, la situation autour des migrants continue de se tendre. Dans la nuit de jeudi à vendredi, 1 300 étrangers ont fui un centre de migration de Tapachula, à la frontière avec le Guatemala. La majorité d'entre eux étaient cubains.

Il y a quelques semaines, le responsable national des migrations reconnaissait que ce centre, placé sur le principal point d'entrée au Mexique, était légèrement surpeuplé.

Les autorités ont reconnu y avoir confiné 3 200 personnes alors que la capacité du centre est de 900 personnes.

Voilà des semaines que sur les réseaux sociaux, les témoignages se succèdent sur les conditions de séjour dans ce centre, entre des nuits passées sur le sol collé contre son voisin et le manque d'hygiène général.

C'est ainsi la troisième fois depuis octobre que des migrants se révoltent dans ce centre de rétention.

Ces derniers mois, la politique de migration du gouvernement mexicain s'est fortement durcie.

Les arrestations se sont faites plus fréquentes et plus violentes. Une manière notamment de répondre aux exigences du voisin du nord, les États-Unis, mais également au mécontentement d'une partie de la population mexicaine qui affirme craindre l'insécurité qu'apporterait les groupes de migrants.

Trump menace d'envoyer des "soldats armés" à la frontière avec le Mexique

Donald Trump s'est lancé dans une nouvelle escalade verbale avec le Mexique en menaçant de déployer des "soldats armés" à la frontière sud après un incident avec des militaires mexicains qu'il a accusés d'être complices de trafiquants de drogue. Il a accusé le Mexique de ne "faire pratiquement rien" pour interpellier les migrants clandestins et les renvoyer.

Quelque 2.900 militaires américains d'active sont actuellement déployés le long de la frontière sud, ainsi que 2.000 réservistes.

Le Mexique a confirmé l'incident, expliquant qu'il s'était produit "au sud de la barrière frontalière, en territoire américain, dans une zone où la frontière n'est pas claire".

"Ce type d'incident est commun, sans conséquence pour les deux gouvernements qui maintiennent une communication constante et fluide", a précisé le ministère mexicain des Affaires étrangères.

De son côté, le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador a tenté de calmer le jeu en assurant que son pays n'avait pas l'intention de "se battre" avec les USA. Donald Trump a par ailleurs évoqué sur Twitter "une très grosse caravane de 20.000 personnes" se déplaçant au Mexique en direction des Etats-Unis.

"Le Mexique en a réduit la taille, mais elle continue de progresser. Le Mexique doit arrêter ce qu'il en reste ou nous serons contraints de fermer cette portion de la frontière et d'envoyer l'armée." Le président américain a salué dans un autre tweet "le travail formidable" réalisé par la police aux frontières américaine.

"Elle a déjà interpellé plus de 418.000 migrants clandestins cette année, beaucoup plus que l'an dernier" à la même époque, s'est-il félicité. Les autorités mexicaines ont déporté 15.000 migrants clandestins lors du mois écoulé, a déclaré mardi un représentant du gouvernement.

Honduras : la noria sans fin des candidats au "rêve américain"

Des milliers de Honduriens prennent la route du "rêve américain". Chaque jour, des avions apportent leur lot de migrants illégaux expulsés des Etats-Unis. Chaque jour, entre 300 et 400 Honduriens passent la frontière du Guatemala en direction du nord.

Durant les trois premiers mois de l'année, un total de 19.605 migrants ont été rapatriés des Etats-Unis, selon la directrice générale pour la protection des migrants honduriens, Liza Medrano. Pour l'expert en questions migratoires Ricardo Puerta, tout indique que "le système américain (de gestion) des migrations est au bord de la rupture".

"Il est arrivé à saturation", assure à l'AFP ce Cubain d'origine, naturalisé américain et hondurien. "Les rafles à la frontière sont au maximum", insiste-t-il. Les 678 centres américains de détention de migrants illégaux, dont certains sont implantés sur des bases militaires, "sont pleins à craquer" et les tribunaux sont débordés, avec 1,8 million de dossiers en retard.

L'organisation de caravanes n'a rien arrangé en favorisant des afflux massifs de migrants d'Amérique centrale, au lieu du goutte-à-goutte du "système des coyotes", les réseaux mafieux de passeurs qui préfèrent mener de petits groupes.

"Au Honduras, c'est la crise et il y a beaucoup de délinquance. (Les dirigeants politiques) ne s'occupent que d'eux", se plaint Carlos, qui a travaillé de manière occasionnelle comme mécanicien automobile à Trujillo (côte caraïbe). "On ne trouve pas de travail, ou alors seulement pour un temps", déplore-t-il.

Roger, lui, a fui le Honduras pour ne pas être enrôlé par une des "maras" (bandes criminelles) qui font régner la violence et la terreur dans son pays. Il y a un mois, il était arrivé à entrer aux

Etats-Unis mais il a été arrêté, et a été renvoyé au Honduras après 31 jours de détention. "On a été attrapés par la patrouille garde-frontière à El Paso, au Texas. On va recommencer", dit-il.

Une milice anti-migrants quitte son campement dans le Nouveau-Mexique

Une milice armée de citoyens américains patrouillant à la frontière avec le Mexique pour arrêter les migrants entrant illégalement aux Etats-Unis a quitté le campement qu'elle occupait au Nouveau-Mexique, a annoncé mardi le chef de la police locale.

Dans un communiqué, la compagnie ferroviaire Union Pacific sommait les miliciens, qui se sont installés sans autorisation sur un terrain lui appartenant, près de Sunland Park, à l'ouest d'El Paso, sur la frontière mexicaine, de quitter les lieux.

L'United Constitutional Patriots (UCP) affirme, vidéo à l'appui, avoir aidé la police des frontières à arrêter 5.600 migrants au Nouveau-Mexique ces deux derniers mois.

La diffusion de ces vidéos, suivie de l'arrestation de son chef, Larry Hopkins, pour infraction à la législation sur les armes à feu, ont attiré l'attention des médias sur ses activités.

Des organisations, dont l'American Civil Liberties Union (ACLU), accusent l'UCP d'être une "milice fasciste" arrêtant et enlevant illégalement des migrants en se faisant passer pour des membres des forces de l'ordre.

Les miliciens, dont beaucoup sont d'anciens des forces spéciales américaines, patrouillent sur une portion de la frontière d'une dizaine de kilomètres. Le groupe a publié des vidéos sur lesquelles on les voit, armés de fusils et en tenue de camouflage, demander aux familles de migrants de s'asseoir en attendant l'arrivée des agents de l'US Customs and Border Patrol.

La gouverneure du Nouveau-Mexique, Michelle Lujan Grisham, a déclaré vendredi qu'ils n'avaient aucune autorité pour arrêter ou détenir qui que ce soit et que les autorités allaient enquêter sur les activités de la milice.

Sources : AFP, Reuters, RFI

Mexique : les cartels de la drogue poursuivent leur carnage

20 avril 2019

Treize personnes, dont un mineur, ont été tuées vendredi au Mexique lors d'une attaque menée par un groupe d'hommes armés pendant une fête dans l'Etat de Veracruz (est), a annoncé le secrétariat à la Sécurité publique de cet Etat.

L'attaque a eu lieu dans la soirée lors d'un rassemblement familial à Minatitlan "lorsque des individus sont arrivés sur les lieux en demandant une personne connue comme "El Beky", le propriétaire d'un bar local.

Situé le long du golfe du Mexique, l'Etat de Veracruz est gangrené par la violence des cartels de la drogue, avec le taux le plus élevé de personnes disparues. Le cartel des Zetas et celui de Jalisco Nueva Generacion s'y combattent violemment pour le contrôle des routes de la drogue, ainsi que pour le trafic de combustible.

Plus de 40.000 personnes sont actuellement portées disparues au Mexique, frappé par une vague de violence liée au trafic de drogue, particulièrement depuis que le président de l'époque, Felipe Calderon, a lancé en 2006 les forces armées dans une vaste opération de lutte contre les narcotrafiquants.

Depuis cette date, quelque 250.000 personnes ont été assassinées au Mexique, selon des chiffres officiels qui ne précisent pas combien d'entre elles ont été victimes des affrontements entre mafias.

Source : AFP

Les Etats-Unis veulent "asphyxier" Cuba et punir son peuple

25 avril 2019

Les récentes mesures américaines contre Cuba visent à "asphyxier l'économie" de l'île et "punir le peuple cubain dans son ensemble", a dénoncé jeudi le ministre cubain des Affaires étrangères Bruno Rodriguez.

Washington a décidé d'activer à partir du 2 mai une loi qui permet des poursuites contre des entreprises étrangères investissant à Cuba et de limiter les envois d'argent vers les familles de ce pays.

Washington, qui accuse le gouvernement cubain de soutenir militairement celui de Nicolas Maduro au Venezuela, a multiplié ces derniers mois les mises en garde et les sanctions contre l'île, soumise à un embargo américain depuis 1962.

Les Etats-Unis ont allongé à 219 la liste des entreprises à Cuba avec lesquelles leurs citoyens ont interdiction d'entretenir la moindre relation commerciale. La majeure partie sont dans le secteur touristique et gérées par des sociétés mixtes. Washington a aussi réduit la validité des visas pour les Cubains souhaitant se rendre aux Etats-Unis.

"Ces mesures porteront un grave préjudice au secteur privé de l'économie cubaine", a estimé le ministre Bruno Rodriguez, qui a appelé la communauté internationale à freiner "la folie et l'irresponsabilité" du gouvernement Trump. Actuellement, 13% des travailleurs cubains sont dans le privé, une ouverture de l'économie socialiste entamée en 2008.

Conséquence des conditions de vie dégradées sur l'île, des milliers de Cubains vendent tous leurs biens ou demandent de l'argent à des membres de leur famille aux États-Unis pour acheter un billet d'avion vers les pays d'Amérique latine facilement accessibles, puis gagnent la frontière américano-mexicaine par voie terrestre.

Source : AFP

Équateur : victoire des indiens Waorani contre l'exploitation de pétrole

27 avril 2019

La Cour de justice de la province amazonienne de Pastaza a donné raison vendredi 26 avril à la communauté indigène Waorani de Nemompare, opposé à l'exploitation pétrolière sur leurs terres, jugeant leurs droits violés, car la communauté n'avait pas été consultée correctement sur le projet.

Dernier peuple indigène à avoir accepté le contact avec les colons en Équateur, les Waoranis se voient comme les gardiens de la forêt. Ils ne sont pas nombreux, moins de 5 000, mais leurs terres ancestrales s'étendent sur plus de 800 000 hectares dans les provinces de Napo, Pastaza et Orellana.

Si la loi reconnaît leurs droits de propriété, l'État a gardé la maîtrise du sous-sol, là où se trouve le pétrole. En théorie, les communautés doivent être consultées avant toute opération d'exploration ou d'exploitation, même si l'État a toujours le dernier mot.

En 2012, une consultation a eu lieu selon le gouvernement, mais les indigènes affirment qu'ils ont été trompés.

Le Défenseur du peuple et 16 communautés Waoranis ont donc porté plainte et la justice vient de leur donner raison, tout au moins en première instance.

Alors que les « *koworis* » (les « *étrangers* ») sont rarement favorables aux Waoranis, cette décision de la justice est considérée comme une victoire historique, célébrée par les écologistes en Équateur comme à l'étranger et jusqu'à l'acteur Leonardo DiCaprio.

Source : RFI

Chute de la monnaie et de la production manufacturière... l'Argentine patine

27 avril 2019

En Argentine, le peso s'est déprécié. Avec un taux d'inflation annuel supérieur à 51 %, l'économie continue de s'effondrer.

L'Argentine bénéficie actuellement d'un prêt du Fonds monétaire international en échange de coupes sévères dans les dépenses publiques, mais les marchés restent méfiants.

A six mois de la prochaine élection présidentielle, le gouvernement argentin de Mauricio Macri fait feu de tout bois pour tenter d'enrayer la dégringolade de l'économie et du pouvoir d'achat. Il a annoncé en milieu de semaine le gel des prix des produits de base et des services publics pour tenter de limiter l'impact de l'inflation galopante qui pourrait menacer sa réélection.

Ecrasés par la hausse des prix de plus de 50% sur les 12 derniers mois, de nombreux Argentins réclament un changement de politique économique d'autant que sous la pression du FMI avec lequel l'Argentine a renoué, le gouvernement a lancé un plan de rigueur pour réduire le déficit de l'Etat.

Sources : RFI, AFP

Le Pérou a désormais un gouvernement à majorité féminine, une première

28 avril 2019

Pour la première fois dans l'histoire républicaine du Pérou, il y a plus de femmes que d'hommes au gouvernement, après la prise de fonctions de Maria Jara, chargée des Transports, vendredi 26 avril. Un chiffre loin d'être anecdotique dans un pays toujours très machiste.

Source : RFI

Pérou : l'ex-président Kuczynski placé en détention dans l'attente de son procès

20 avril 2019

Un juge péruvien a ordonné vendredi le placement en détention préventive de l'ancien président Pedro Pablo Kuczynski dans l'attente de son procès pour corruption, deux jours après que l'ex-président Alan Garcia s'est suicidé pour échapper à une arrestation dans le cadre d'une enquête pour corruption.

Pedro Pablo Kuczynski, qui a démissionné de la présidence en mars 2018, quelques mois après qu'un scandale de corruption a éclaté, est accusé d'avoir reçu des pots-de-vin du groupe brésilien Odebrecht.

Odebrecht a admis fin 2016 avoir versé près de 30 millions de dollars de pots-de-vin à des politiciens péruviens, dans le cadre d'un vaste système de corruption qui impliquerait notamment les quatre précédents présidents du Pérou et un dirigeant de l'opposition.

Source : Reuters

Brésil : les violences policières ont encore augmenté en 2018

20 avril 2019

Quelque 6160 personnes ont été tuées par des policiers l'an passé au Brésil. Soit 935 de plus qu'en 2017 (5 225). Dans le même temps, 307 policiers ont été assassinés en 2018, un chiffre inférieur à celui de l'année précédente (374).

Le nombre des personnes tuées par la police brésilienne a augmenté en 2018, tandis que le nombre de policiers tués, dans l'exercice de leurs fonctions ou en dehors, a pour sa part reculé. Tel est l'enseignement de statistiques officielles publiées cette semaine et rapportées par le groupe de presse O Globo.

Rio, comme le Nordeste, est particulièrement touchée par la violence. La police de la ville, épaulée par l'armée, est confrontée à une grande insécurité et compte parmi les plus brutales du pays, selon un chercheur interviewé par le journal O Globo. Les agents reçoivent une prime pour chaque trafiquant de drogue tué.

Jair Bolsonaro a promis d'apporter une réponse musclée à l'insécurité. Le juge Moro, connu pour avoir mené la lutte anticorruption « Lava Jato » et instruit l'affaire Lula, a accepté d'être ministre de la Justice. Une décision justifiée notamment par son ambition de lutter contre le crime organisé et la violence.

Source : RFI

RELATIONS INTERNATIONALES

Monde : les dépenses militaires à leur plus haut niveau depuis 1988

29 avril 2019

Les dépenses militaires ont atteint l'an dernier leur plus haut niveau dans le monde depuis 1988, dopées par des hausses sensibles des budgets de la défense aux Etats-Unis et en Chine, les deux premières puissances économiques.

Dans son rapport annuel, rendu public lundi, le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) écrit que les dépenses militaires dans le monde ont totalisé 1.820 milliards de dollars en 2018, soit une hausse de 2,6% par rapport à 2017.

Les dépenses militaires des Etats-Unis ont progressé de 4,6% l'an dernier, à 649 milliards de dollars, ce pays continuant, de loin, à faire la course en tête avec des dépenses militaires équivalant à 36% du total des dépenses militaires mondiales l'an dernier.

La Chine se classe deuxième. Ses dépenses militaires, en hausse pour la 24e année consécutive, ont progressé de 5,0% l'an dernier, à 250 milliards de dollars. "En 2018, les Etats-Unis et la Chine ont représenté la moitié des dépenses militaires mondiales", déclare Nan Tian, chercheur au SIPRI.

Source : Reuters

Contrôle des armes : Moscou prêt à discuter

28 avril 2019

La Russie est ouverte à l'idée de discussions sur la proposition de Donald Trump d'un nouvel accord sur les armes entre les Etats-Unis et la Russie et la Chine mais aucune négociation n'est actuellement en cours, a déclaré un conseiller du Kremlin, dimanche.

Citant des responsables américains, le Washington Post rapportait jeudi que Donald Trump avait demandé à son administration de travailler à un nouvel accord sur les armes avec les Russes et les Chinois en raison des coûts croissants de la course aux arsenaux nucléaires.

Les relations entre Moscou et Washington sur cette question toujours sensible se sont tendues depuis que les deux pays ont décidé de sortir du traité de 1987 sur les forces nucléaires intermédiaires (INF).

Source : Reuters

Selon la CIA, Huawei est financé par la sécurité chinoise

20 avril 2019

La CIA, l'agence centrale du renseignement aux Etats-Unis, affirme que le groupe chinois Huawei Technologies est financé par l'appareil sécuritaire de l'Etat chinois, rapporte le quotidien britannique The Times citant une source non identifiée.

D'après le renseignement américain, précise le journal, le géant du secteur des télécoms recevrait des fonds émanant de l'Armée populaire de libération, de la Commission de la sécurité nationale et d'une troisième branche de l'appareil chinois du renseignement.

Selon The Times, les Américains s'en sont ouverts cette année auprès de leurs partenaires du réseau Five Eyes, l'alliance des services de renseignement britanniques, australiens, canadiens, néo-zélandais et américains.

Washington, qui accuse le groupe chinois d'être utilisé par Pékin à des fins d'espionnage, fait pression sur ses alliés européens pour qu'ils excluent Huawei de leurs futurs réseaux de 5G. Le groupe chinois dément catégoriquement ces allégations.

Source : Reuters

Les nouvelles routes de la soie seront-elles écologiques et durables ?

27 avril 2019

Rappel du contexte

Les nouvelles "routes de la soie" visent à multiplier les échanges entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique, un projet titanesque né en 2013 dans l'esprit du président chinois.

L'objectif est de tisser une immense toile de routes, de lignes de chemin de fer et de ports dans 65 pays pour un total de plus de 1.000 milliards de dollars.

Des pays comme les Etats-Unis et l'Inde se montrent très méfiants envers le "BRI" (routes de la soie). Dans l'Union européenne, l'Italie a rejoint ce programme en mars, suscitant scepticisme et inquiétudes.

Les projets du BRI "s'inscrivent dans le tableau général qui montre la Chine gagner rapidement en influence mondiale", observe Wang Jiangyu, professeur associé à la faculté de droit de l'Université de Singapour.

Chine : le forum des « routes de la soie » se clôture sur 57 milliards d'accords

Des accords de coopération pour 57 milliards d'euros ont été signés lors du deuxième forum des « Nouvelles routes de la soie » qui s'est achevé samedi 27 avril, à Pékin, a annoncé Xi Jinping.

Le président chinois en a profité pour exhorter davantage de pays à rejoindre la caravane chinoise.

Le mois dernier, l'Italie est devenue le premier membre du groupe du G7 à s'associer au projet chinois, malgré l'hostilité manifestée par les partenaires occidentaux de Rome.

Son allocution a été l'occasion une nouvelle fois de répéter ce qui avait été dit à l'ouverture : l'« Initiative ceinture et route » amène un développement « ouvert », « propre » et « vert ». Trois adjectifs magiques destinés à rassurer ceux qui s'inquiétaient de la durabilité financière, environnementale et de l'équité du projet chinois.

Le sommet a permis d'aboutir à 283 résultats concrets, ajoute encore le chef de l'État chinois, sans qu'on en sache les détails.

Quelque 800 entreprises et organisations non gouvernementales ont fait le déplacement cette année, avec à la clé 57 milliards d'euros d'accords.

En Asie, les projets urbains de la Chine sur des îles artificielles inquiètent

Avec ses projets d'extension urbaine sur des îles artificielles au Sri Lanka, en Malaisie ou aux Philippines, la Chine suscite des inquiétudes. Dans ces trois pays, des voix de plus en plus insistantes avertissent de l'impact environnemental de ces projets pharaoniques, du manque de transparence sur leur financement et du risque de voir se développer l'endettement local.

Le projet chinois est soupçonné, principalement dans les pays occidentaux, d'être avant tout un moyen pour la Chine de déverser ses excédents sur des pays pauvres, invités à s'endetter auprès des banques chinoises pour construire des infrastructures parfois inutiles. Les critiques mettent aussi en exergue la part du lion réservée aux entreprises chinoises.

Au Sri Lanka, un projet de 1,4 milliard de dollars, Port City, est engagé près de Colombo, la capitale, qui va doubler de taille. Il servira de base à Pékin en Asie du Sud mais aussi de maquette de démonstration pour illustrer l'énorme changement que la Chine peut apporter avec le BRI à ces pays, en particulier aux moins développés.

Les deux tiers des terrains gagnés à Colombo sur l'Océan indien seront sous contrôle chinois pour 99 ans. Les travaux d'assèchement ont été terminés mi-janvier et de hauts immeubles vont maintenant pousser. L'objectif est de créer une plateforme financière susceptible de rivaliser avec Dubaï ou Singapour.

Les îles artificielles font miroiter un développement économique bien nécessaire à des pays pauvres comme le Sri Lanka, frappé récemment par de sanglants attentats jihadistes. Mais elles traînent dans leur sillage "un piège à dette caché", avertit Ranil Senanayake, un ancien conseiller au ministère qui supervise le projet.

Le taux d'intérêt des prêts chinois au Sri Lanka est d'environ 6,5%, le double de ce que demandent les autres grands prêteurs -Inde, Japon-, note Dushni Weerakoon, un économiste indépendant.

Incapable d'honorer ses remboursements de dettes, Colombo avait dû céder à Pékin fin 2017 le contrôle complet pour 99 ans du port en eaux profondes d'Hambantota. Le manque de transparence dans les accords conclus avec les pays pour les projets BRI nourrit également la controverse.

En Malaisie, le projet de Forest City, une "ville-écologie" futuriste de 1.370 hectares sur quatre îles artificielles est porté par une société commune entre le géant chinois de l'immobilier Country Garden, coté à Hong Kong, et Esplanade Danga 88, une entreprise en partie aux mains d'Ibrahim Iskandar, le puissant sultan de Johor, un Etat du sud de la Malaisie.

Bien avant l'achèvement prévu pour 2035 de ce projet évalué à 100 milliards de dollars, les deux tiers des installations sont déjà vendus à des acheteurs chinois. "L'une des fonctions sous-

jaçentes du BRI est d'aider les Chinois et les entreprises chinoises à se développer dans la région et dans le monde entier", souligne Will Doig, auteur d'un ouvrage sur l'expansion chinoise.

Construire des îles est plus rapide et moins cher car nul besoin de reloger des habitants. Mais cela soulève des inquiétudes quant à l'environnement, l'érosion des côtes ainsi que sur le sort des pêcheurs et des villes voisines. Aux Philippines, les opposants à un projet d'île artificielle redoutent des risques accrus d'inondations et d'embouteillages à Manille.

Sources : AFP, Reuters

Trump demande au Japon de produire plus de véhicules aux Etats-Unis

28 avril 2019

Le président américain Donald Trump a demandé au Premier ministre japonais Shinzo Abe de faire en sorte que les constructeurs automobiles japonais produisent plus de véhicules aux Etats-Uni.

Donald Trump a déclaré que Shinzo Abe lui avait annoncé un investissement de Tokyo à hauteur de 40 millions de dollars dans les usines américaines.

Négociateurs américains et japonais ont débuté ce mois-ci des discussions visant à obtenir un nouvel accord commercial, Trump voulant équilibrer les échanges entre les deux pays.

Le président américain dénonce l'excédent commercial à ses yeux trop important du Japon vis-à-vis des Etats-Unis (67,6 milliards de dollars en 2018), dont près des 2/3 proviennent des exportations de voitures. Il menace d'imposer des droits de douane de 25% sur les véhicules japonais importés aux Etats-Unis.

Recevant le Premier ministre japonais à la Maison blanche vendredi, Trump a déclaré qu'il était possible que Washington et Tokyo parviennent à un accord commercial d'ici à la fin mai, en indiquant toutefois que des divergences subsistaient.

Des points de tension sont apparus vendredi. Trump a fait part de son irritation concernant les droits de douane imposés par Tokyo sur les produits agricoles américains, et Abe a évoqué les taxes en vigueur pour les automobiles japonaises importées aux Etats-Unis.

Les Etats-Unis souhaitent l'ouverture des marchés japonais aux produits industriels américains, au premier rang desquels le secteur automobile, et l'abaissement voire la suppression des droits de douane sur les produits agricoles américains.

Washington entend aussi dissuader Tokyo de toute manipulation des devises, comme l'ont laissé entendre par le passé Robert Lighthizer et le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin. Le Japon a insisté pour tenir les taux de change à l'écart de ces négociations commerciales.

Source : Reuters

Donald Trump "rejette" un traité de l'ONU sur le commerce des armes

26 avril 2019

Donald Trump a annoncé vendredi qu'il retirait la signature américaine du Traité sur le commerce des armes (ATT), texte adopté en 2013 par l'ONU et visant à moraliser le commerce international des armes. "L'Amérique rejette ce traité", a lancé M. Trump lors d'un discours devant la National Rifle Association (NRA), puissant lobby des armes à feu.

"Nous ne ratifierons jamais ce traité", a-t-il martelé, affichant une nouvelle fois sa défiance vis-à-vis des traités internationaux et de l'organisation multilatérale dont le siège est à New York. "Nous ne laisserons jamais des bureaucrates étrangers piétiner les libertés garanties par le deuxième amendement (de la Constitution)", a-t-il ajouté.

Le texte prévoit en particulier que chaque pays signataire évalue avant toute transaction si les armes vendues risquent d'être utilisées pour contourner un embargo international, violer les droits humains ou être détournées au profit de criminels.

Les armements couverts vont du pistolet aux avions et navires de guerre, en passant par les missiles. Le texte porte sur tous les transferts internationaux (importation, exportation, transit, courtage).

Ce traité "est le seul instrument à l'échelle mondiale visant à améliorer la transparence et la responsabilité dans le commerce international d'armes", a dit le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, commentant la décision américaine.

"Cela est particulièrement important actuellement, au moment où nous sommes témoins de tensions internationales croissantes et d'un intérêt renouvelé pour l'expansion et la modernisation des arsenaux", a-t-il ajouté.

Source : AFP

Poutine dénonce la condamnation de Maria Boutina

27 avril 2019

Maria Boutina, une jeune Russe accusée d'avoir voulu infiltrer pour le compte de Moscou des organisations américaines dont la puissante National Rifle Association (NRA), a été condamnée vendredi par une juge fédérale à dix-huit mois de prison.

La condamnation par la justice américaine de la russe Maria Boutina est scandaleuse, a dénoncé samedi le président russe Vladimir Poutine.

Il n'y avait rien contre elle, donc pour ne pas avoir l'air tout à fait stupides, ils lui ont mis une peine de 18 mois pour montrer qu'elle était coupable de quelque chose."

Source : Reuters

AFRIQUE

Libye : au sud de Tripoli, la laborieuse avancée des troupes anti-Haftar

30 avril 2019

De toutes parts, sur une plaine au sud de Tripoli, s'élèvent des colonnes de fumée. Lancées depuis dix jours dans une contre-offensive pour repousser les forces du maréchal Haftar, les troupes loyales au gouvernement d'union nationale (GNA) ont un objectif simple mais laborieux : "avancer".

Les forces pro-GNA ont contenu aux portes de Tripoli l'avancée des troupes du maréchal Haftar, l'homme fort de la Cyrénaïque (province orientale de la Libye), qui a lancé le 4 avril une offensive pour conquérir la capitale, siège du gouvernement reconnu par la communauté internationale.

Depuis le 20 avril, cette coalition de milices tripolitaines et de groupes armés venues d'autres villes de l'ouest repoussent lentement l'autoproclamée Armée nationale libyenne (ANL) de Khalifa Haftar.

Le GNA et ses soutiens accusent des puissances étrangères --Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Egypte notamment-- d'appuyer militairement le maréchal Haftar.

Véhicules blindés, pickups ou simples voitures civiles emmènent hommes et matériel au front.

Source : AFP

Algérie : l'ex-Premier ministre Ouyahia entendu dans des dossiers de fraudes

30 avril 2019

Limogé en mars pour tenter d'apaiser l'imposant mouvement de contestation du régime, l'ancien Premier ministre algérien Ahmed Ouyahia a été entendu mardi environ cinq heures par le Parquet d'Alger dans des dossiers de "dilapidation de fonds publics".

M. Ouyahia, quatre fois Premier ministre depuis 1995, dont trois fois sous la présidence d'Abdelaziz Bouteflika poussé par la rue à la démission le 2 avril, a quitté dans l'après-midi le tribunal sans faire de déclaration, a constaté un journaliste de l'AFP.

Il s'est engouffré dans une voiture qui a quitté les lieux en trombe sous les cris de manifestants hurlant "voleur !". Il n'était pas possible dans l'immédiat de savoir s'il a été inculqué et s'il fait ou non l'objet d'une mesure de contrôle judiciaire.

Rassemblés depuis le milieu de la matinée devant le tribunal, plusieurs dizaines de manifestants ont appelé à "emmener Ouyahia à (la prison de) El Harrach", où sont incarcérés cinq hommes d'affaires, placés en détention provisoire depuis début avril par la justice algérienne.

"Ils doivent tous partir, ils doivent tous rendre des comptes", pouvait-on lire sur des pancartes brandies par des manifestants. De très nombreux policiers, en tenue anti-émeutes, sont déployés autour du tribunal.

La veille, l'actuel ministre des Finances Mohamed Loukal, gouverneur de la Banque centrale entre 2016 et sa nomination fin mars au gouvernement, a été entendu au même tribunal, dont il est ressorti, lui aussi sans qu'il soit possible de savoir s'il a ou non été inculpé et s'il était placé sous contrôle judiciaire.

Depuis le départ du pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika sous la pression d'un mouvement inédit de contestation, la justice a indiqué avoir ouvert une série d'enquêtes sur des faits de corruption visant plusieurs puissants hommes d'affaires et hauts responsables de l'Etat.

Ali Haddad, PDG du 1^{er} groupe de BTP privé et ancien patron des patrons, proche de l'entourage du clan Bouteflika et symbole de ces relations entre affairistes et dirigeants algériens a été arrêté début avril à un poste-frontière avec la Tunisie et incarcéré.

Trois frères de l'influente famille Kouninef, propriétaire d'un autre géant privé des travaux publics en Algérie, ont eux été placés en détention préventive le 24 avril dans un dossier de "trafic d'influence".

Ces quatre hommes d'affaires sont réputés très liés à Saïd Bouteflika, frère et "conseiller spécial" d'Abdelaziz Bouteflika quand il était président.

La justice a également récemment placé en détention provisoire le PDG de Cevital, premier groupe privé et premier employeur privé d'Algérie, Issad Rebrab, première fortune du pays.

Le chef d'état-major de l'armée, le général Gaïd Salah, a appelé courant avril la justice à "accélérer la cadence" dans les enquêtes sur des faits de corruption liés à l'ancien régime, suscitant la méfiance des contestataires sur les motifs réels de ces enquêtes.

Les manifestants, qui réclament toujours le départ de l'ensemble du "système" au pouvoir, dénoncent depuis le début de la contestation le 22 février les liens troubles entre la présidence Bouteflika et les "oligarques", hommes d'affaires ayant fait fortune grâce à d'énormes contrats publics.

Mardi, des milliers d'étudiants défilent dans le centre d'Alger, devant la Grande Poste, bâtiment devenu le point zéro des manifestations algéroises, et dans plusieurs villes d'Algérie. Des milliers d'étudiants défilent aussi dans plusieurs autres villes d'Algérie.

Source : AFP

Le Maroc bloque des milliers de migrants africains en route vers l'Europe

30 avril 2019

En 2018, sous la pression de l'UE, le royaume a stoppé 89 000 migrants clandestins qui tentaient de passer en Espagne, devenue la principale porte d'entrée de l'immigration irrégulière en Europe, après la très nette baisse des arrivées en Italie et en Grèce.

Au total, 64 298 migrants sont arrivés sur le territoire espagnol.

Si certains migrants tentent d'entrer dans l'enclave espagnole de Melilla et dans le territoire voisin espagnol de Ceuta, la plupart d'entre eux cherche à gagner le continent européen en traversant le détroit de Gibraltar sur des embarcations souvent inadaptées.

D'après les données du ministère de l'Intérieur, les autorités marocaines ont démantelé 229 réseaux de passeurs en 2018. Près de 20% des migrants interceptés l'année dernière étaient des ressortissants marocains, a précisé le ministère, et 29 715 migrants ont été sauvés en mer.

Il faut dire que face au flux de migrants, l'Union européenne a débloqué l'an dernier une enveloppe de 140 millions d'euros pour aider le Maroc à faire face à la migration clandestine, démanteler les réseaux de trafiquants et protéger les migrants vulnérables.

Une politique européenne qui commence à se traduire dans les chiffres. Le nombre d'arrivées sur les côtes de l'UE est en baisse. En 2018, le HCR compte près de 115 000 migrants arrivés à destination, contre plus de 170 000 arrivées en 2017.

Le Maroc a toutefois une certaine répugnance à jouer le rôle du "gendarme" de l'Europe et à procéder à des expulsions en masse d'immigrés subsahariens : cela pourrait nuire à ses relations diplomatiques stratégiques avec les pays dont ces derniers sont originaires.

Les autorités du royaume affirment qu'il est impossible d'arrêter la migration tant que ses causes économiques et politiques fondamentales persistent. D'autant que beaucoup de migrants marocains irréguliers aident à récolter la production agricole dans les pays de l'UE.

Les responsables marocains commencent à accepter l'idée que cette migration subsaharienne pourrait finir par s'installer de façon plus permanente. Elles commencent à réfléchir à une véritable politique d'accueil et d'intégration mais les migrants africains au Maroc font face à une profonde xénophobie et à une forte marginalisation.

Le Maroc, devenu un pays de "transition", est pris dans une contradiction. Favorable à une émigration de ses citoyens vers l'Europe, elle doit pour autant bloquer l'immigration subsaharienne.

Source : FranceInfo

Tunisie : manifestation à Sidi Bouzid après la mort de 12 ouvrières agricoles

29 avril 2019

Quelque 5.000 Tunisiens ont manifesté lundi à Sidi Bouzid, berceau de la révolution de 2011 situé dans le centre du pays, pour protester contre la marginalisation de leur région.

Les écoles, les hôpitaux et les services publics sont restés fermés à l'appel des syndicats qui avaient lancé un mot d'ordre de grève.

Le mouvement a été lancé en réaction à la mort de 12 employées agricoles samedi dans un accident de la route alors qu'elles étaient transportées dans des conditions de sécurité déficientes. Ce n'est pas la première fois que des accidents de ce genre se produisent. Les activistes tunisiens parlent de "camions de la mort".

"Cette grève est un soutien pour les victimes de cette tragédie", a déclaré Mohamed Azhar Gamoudi, un responsable de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) la principale centrale syndicale de Tunisie. "Nous souffrons dans la région de Sidi Bouzid de marginalisation et de très mauvaises conditions de travail", a-t-il ajouté.

Sidi Bouzid, où un jeune vendeur de rue, Mohamed Bouazizi, s'était immolé par le feu en décembre 2010, a été le déclencheur de la révolution du jasmin qui a conduit en janvier 2011 au renversement du président Zine El-Abidine Ben Ali et a lancé le mouvement des "printemps arabes".

Source : Reuters

Égypte : la réforme constitutionnelle adoptée à près de 90% des voix

24 avril 2019

Les électeurs égyptiens ont approuvé à 88,8% des voix les amendements constitutionnels adoptés par le Parlement qui pourraient permettre au président Abdel Fattah al Sissi de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2030, a annoncé mardi soir la commission électorale.

L'ancien chef d'état-major des forces armées a accédé à la tête du pays en 2014, à la suite du renversement par les militaires du président islamiste Mohamed Morsi à l'été 2013.

Un amendement confère par ailleurs au président de nouvelles prérogatives en matière de nomination des juges et des procureurs.

D'autres prévoient que l'armée a le devoir de protéger "la Constitution, la démocratie, la cohésion fondamentale du pays et sa nature civile" et élargissent les compétences des tribunaux militaires.

Dans un communiqué, plusieurs figures de l'opposition ont exprimé des doutes sur la fiabilité des chiffres fournis par la commission électorale. "Nous ne reconnaissons pas cette issue, résultant d'une parodie de référendum, et le considérons nul et non avenue", accusant le gouvernement d'avoir détourné de l'argent public pour acheter des voix.

Les soutiens de Sissi considèrent que les changements proposés sont indispensables pour que le président puisse parvenir à boucler des projets de développement majeurs ainsi que les réformes économiques. Ses détracteurs y voient une bascule vers un régime autoritaire.

Source : Reuters

Le développement spectaculaire de Huawei en Égypte

22 avril 2019

L'Égypte testera la 5G à l'occasion de la Coupe d'Afrique des Nations cet été, a annoncé le ministre égyptien des Télécoms. Une 5G qui sera disponible grâce à la coopération avec le géant chinois des télécoms Huawei.

Une compagnie qui connaît, depuis quelques années, un développement exponentiel en Égypte. La compagnie chinoise cherche à devenir le numéro un dans un pays dont les habitants possèdent plus de 93 millions de téléphones, dont la plupart sont des smartphones et où les quatre opérateurs font concurrence d'installation de nouvelles antennes relais.

Mais le géant chinois coopère aussi avec le gouvernement égyptien au niveau du développement de l'intelligence artificielle, notamment dans la nouvelle capitale administrative.

Huawei a, de plus, financé la formation de centaines d'ingénieurs et de techniciens égyptiens souvent employés par la compagnie dans le monde arabe et en Afrique. Le secteur privé n'a pas non plus été négligé avec la signature de nombreux contrats.

Le développement spectaculaire du géant chinois est le sommet de l'iceberg des investissements de Pékin en Égypte qui se sont très nettement accélérés depuis l'arrivée du président Sissi au pouvoir en 2014.

Source : RFI

Mauritanie : une marche contre l'esclavage dans les rues de Nouakchott

30 avril 2019

Des milliers de Mauritaniens, toutes ethnies confondues, sont descendus dans la rue à Nouakchott lundi 29 avril à l'occasion du sixième anniversaire de la création du « Manifeste pour les droits politiques, économiques et sociaux des harratines ou descendants d'esclaves ».

Les manifestants ont condamné les pratiques esclavagistes et dénoncé la marginalisation des anciens esclaves ou harratines.

Cette année, les organisateurs se félicitent d'une forte mobilisation de la société civile et des partis politiques.

La question de l'esclavage est inscrite dans les programmes des candidats à la présidentielle du 22 juin. Chacun promet d'œuvrer à son éradication en cas de victoire. Mais les victimes de l'esclavage ont déjà entendu des promesses identiques à l'occasion de précédentes élections.

Source : RFI

Casamance : le MFDC accuse le Sénégal de ne pas respecter ses engagements

30 avril 2019

Les négociations pour la paix en Casamance piétinent. C'est le constat fait par le chef de guerre des Atika, la branche armée du mouvement séparatiste casamançais MFDC.

Salif Sadio menace de reprendre les hostilités si l'État du Sénégal ne respecte pas ses engagements.

Cette sortie du chef rebelle sonne plutôt comme un avertissement. Salif Sadio reste encore dans une logique de négociations. Des négociations menées sous l'égide de la communauté catholique Sant'Egidio.

Toutefois, selon ses lieutenants, Ousmane Diédhiou et Aliou Sagna, il y a sur le terrain des mouvements de troupes qui ne militent pas en faveur d'une négociation saine. Et si la situation persiste, le MFDC se verrait obligé de reprendre les armes.

Mais quelles sont les capacités réelles du mouvement à reprendre les hostilités si l'on sait que son territoire s'est considérablement rétréci ces dernières années et que le MFDC est de plus en plus coupé de sa base arrière, la Gambie ? A cela s'ajoutent les nombreuses dissensions internes qui ont éclaté le mouvement indépendantiste en plusieurs factions antagonistes.

Source : RFI

Bénin : abstention massive aux législatives en signe de protestation

29 avril 2019

Le Bénin, pays réputé pour être un exemple de démocratie en Afrique de l'Ouest, a voté dimanche pour élire ses députés lors d'un scrutin historique où l'opposition n'a pas été autorisée à se présenter, marqué par une abstention massive et une coupure totale de l'internet, marquant un tournant autoritaire du président Patrice Talon.

La radio nationale a appelé en vain les 5 millions d'électeurs béninois à "accomplir leur devoir de citoyen" et à se rendre aux urnes pour élire leurs 83 députés.

Mais l'opposition, privée de candidats à la suite d'une révision de la loi électorale, avait appelé ses partisans à ne pas aller voter, en signe de protestation.

Les Béninois, mécontents de la situation dans leur grande majorité, ne sont pas descendus dans les rues pour manifester mais ont signifié leur désaccord en boudant les urnes. Les rues étaient quasiment vides à travers le pays et notamment à Cotonou, la capitale économique, où les commerces et marchés sont restés fermés toute la journée par crainte d'échauffourées.

"La vague d'arrestations arbitraires de militants politiques et de journalistes et la répression des manifestations pacifiques ont atteint un niveau alarmant au Bénin", s'est inquiété Amnesty International.

Le Parlement a approuvé fin 2018 la mise en place d'un nouveau code électorale pour simplifier le paysage politique et empêcher la prolifération des partis (plus de 250 dans un pays de 12 millions d'habitants).

Toutefois, même les principaux mouvements de l'opposition ne sont pas parvenus à remplir les conditions et n'ont pu présenter leur liste.

Cinq millions de Béninois étaient inscrits sur les listes électorales et devaient choisir entre le Bloc Républicain et l'Union Progressiste, deux mouvements proches du président Patrice Talon.

Beaucoup accusent le président Patrice Talon, élu en avril 2016, d'être à l'origine de cette situation.

La société civile béninoise ainsi que des représentants internationaux n'ont pas souhaité déployer d'observateurs en signe de mécontentement.

Conséquence, au lendemain des élections législatives, l'opposition a demandé au chef de l'Etat, ce lundi, l'arrêt du processus électoral. C'est ce qui ressort d'une déclaration commune de l'ensemble des partis de cette opposition, dont les listes ont toutes été invalidées par la commission électorale.

Sources : AFP, RFI

Ghana : le fléau de la prostitution des enfants et des adolescentes

28 avril 2019

"La plus jeune prostituée que j'ai vue avait 9 ans", a confié à une journaliste de la RTBF (radio-télévision belge) une responsable de l'association ghanéenne Women of Dignity Alliance. Le phénomène semble très répandu dans un pays qui jouit pourtant "d'une démocratie solide et d'une stabilité politique enviable" en Afrique de l'Ouest.

Mais un pays où, selon l'ONU citée par *Jeune Afrique*, "la forte croissance économique des dernières années n'a entraîné aucune réduction significative du nombre de pauvres (24 % de la population), tandis que celui des millionnaires en dollars n'a cessé de croître".

Selon une enquête très fouillée de l'hebdomadaire *Der Spiegel*, on compterait plus de 100 000 enfants qui vendent leurs corps dans les grandes villes du pays. Leurs clients ? "Généralement des hommes âgés entre 40 et 50 ans", dixit la RTBF.

La situation du Ghana attire investisseurs (notamment chinois) et touristes (notamment européens), dont certains viennent notoirement pour le sexe.

Les prostituées ont souvent rompu avec leurs familles. Des familles où l'on compte de nombreux enfants (pour une population de quelque 28 millions d'habitants).

"Rien ne changera si les gens continuent à avoir 15 enfants. Les parents sont contents quand l'un d'eux disparaît. Cela signifie pour eux une bouche de moins à nourrir", a expliqué au *Spiegel* un volontaire de l'ONG Defence for Children International (DCI).

Si elles disparaissent du foyer parental, les mineures réapparaissent ensuite dans les rues d'Accra, la capitale, ou dans d'autres grands centres urbains du pays. Là, elles sont "prises en charge" par des souteneurs qui les prostituent.

Apparemment, leur sort ne semble guère émouvoir les autorités. Pourtant, sur le papier, la loi ghanéenne punit d'une peine d'environ 15 ans de prison "le fait d'avoir une relation tarifée avec une mineure", rappelle l'association Women of Dignity Alliance.

"Mais cette loi est finalement très peu appliquée car il faut que la police soit témoin de l'échange d'argent." Peut-être aussi parce que la situation profite à bien du monde dont "des agents de police corrompus" (*Der Spiegel*)...

Source : FranceInfo

Ghana : sous les déchets électroniques, une catastrophe sanitaire trop méconnue

24 avril 2019

Avec la consommation galopante de nouvelles technologies au quotidien combinée à l'obsolescence programmée, les déchets électroniques sont en plein boom. Dans les pays développés, le recyclage reste un procédé coûteux.

L'exportation vers le Ghana est, pour certains, une solution à bas coût ; pour d'autres, un trafic juteux. La convention de Bâle interdit pourtant, depuis 1989, d'exporter ces déchets vers des pays tiers.

Mais au Ghana, ce sont en moyenne 40 000 tonnes de déchets électroniques qui arrivent illégalement chaque année.

Ces télévisions obsolètes ou tablettes défectueuses finissent leur vie en banlieue d'Accra.

Agbogbloshie, avec son ambiance post-apocalyptique, est la plus vaste décharge de déchets électroniques au monde. Selon l'ONG écologiste Blacksmith Institute, Agbogbloshie est la zone la plus polluée au monde, devant Tchernobyl. Ce recyclage informel fait vivre des milliers de chiffonniers modernes, mais les tue à petit feu.

Source : RFI

Niger : un chef touareg tué par des hommes armés près du Mali

28 avril 2019

Des hommes armés ont tué le chef du groupement touareg d'Inatès, une localité nigérienne non loin de la frontière malienne. C'est la première fois qu'un chef de groupement touareg est assassiné par des jihadistes.

Pour tous ceux qui l'ont connu, le chef du groupement d'Inatès était un grand auxiliaire de l'État, très engagé auprès des autorités locales pour la coexistence pacifique entre les communautés.

Plusieurs jeunes ressortissants d'Inatès avaient rejoint les jihadistes. Grâce aux opérations de sensibilisation qu'il a menées auprès de sa population, il a réussi à faire revenir au bercail plusieurs jeunes engagés auprès des jihadistes du nord du Mali. Depuis lors, il était devenu la bête noire des terroristes.

Il suivait de près l'évolution de la situation sécuritaire sur cette bande frontalière jusqu'au Mali. La commune rurale d'Inatès accueille plus de 10 000 réfugiés internes et des déplacés maliens qui fuient les violences des terroristes. Car malgré l'état d'urgence et l'interdiction de circuler pour les deux-roues, les jihadistes du nord du Mali continuent de terroriser les populations.

Source : RFI

Pourquoi est-ce si difficile pour les filles d'aller à l'école au Niger ?

24 avril 2019

Théoriquement, au Niger, l'école est obligatoire pour les filles jusqu'à l'âge de 16 ans. Cette mesure vise à les protéger des mariages précoces et à encourager leur éducation. Malgré la bonne volonté affichée, elles ne peuvent pas suivre une scolarité normale.

Plusieurs facteurs sont en cause, comme l'a expliqué à franceinfo Afrique Barira Magagi, spécialiste éducation et représentante de l'organisation Plan International au Niger.

Le premier problème est général. Le Niger manque de moyens en matière d'éducation.

Dans ce contexte difficile, les garçons sont prioritaires pour les études et le mariage est considéré comme une alternative pour les filles.

Dans certaines écoles, il peut y avoir 70 enfants dans une classe et 120 au collège ou au lycée. Comment voulez-vous que ça marche ?

L'autre obstacle majeur est la qualité de l'enseignement. Les instituteurs ne sont pas formés et choisissent ce métier faute de mieux. Les résultats sont ainsi catastrophiques.

Beaucoup d'élèves décrochent, notamment les filles, appelées à aider à la maison où elles sont jugées plus efficaces.

Par ailleurs, certains parents préfèrent miser sur l'éducation des garçons en pensant qu'ils deviendront plus tard des chefs de famille. Les violences du genre en milieu scolaire sont parfois un frein à la scolarisation des filles. Les agressions sexuelles, qui restent souvent impunies, ont une conséquence grave sur leur éducation.

Dans ce même registre d'insécurité, il y a par ailleurs les attaques commises par des groupes terroristes comme Boko Haram ou Aqmi dans le sud-est et le nord-est du Niger. Ces attaques visent notamment les écoles et les enseignants. Les établissements scolaires ferment pendant plusieurs semaines et des professeurs abandonnent leurs postes devenus trop dangereux.

Un plan visant à favoriser l'éducation des filles a été mis en place mais le chantier est énorme. Le pays est confronté à une croissance démographique explosive qui risque de retarder son développement. Avec 7,6 enfants par femme, le pays enregistre le taux de fécondité le plus élevé au monde.

Source : FranceInfo

Mali : plus de 150.000 élèves privés d'école dans la région de Mopti

26 avril 2019

Environ 866 écoles ont été fermées au Mali dont 525 établissements pour la seule la région de Mopti, selon des données collectées fin mars. Des milliers d'élèves sont ainsi privés d'école.

« Près d'un tiers des écoles de la région de Mopti sont maintenant fermées », a déclaré Christophe Boulierac, porte-parole de l'UNICEF.

La forte détérioration de la situation humanitaire dans la région centrale de Mopti, due aux violences intercommunautaires et à la présence de groupes armés, affecte de plus en plus les enfants les plus vulnérables.

« Outre l'inquiétude croissante suscitée par de graves violations contre des enfants, comme l'assassinat sans précédent de 46 enfants lors de l'attaque de Bankass du 23 mars, l'UNICEF est particulièrement préoccupé par l'augmentation du nombre de fermetures d'écoles ».

Les fermetures d'écoles sont surtout liées à la détérioration générale de la sécurité à Mopti, en particulier « aux menaces directes et indirectes aux communautés, aux écoles et aux enseignants ».

Malgré la résilience des communautés et les efforts soutenus du gouvernement et des acteurs humanitaires, la situation générale des enfants du centre du Mali reste très préoccupante. « La peur et l'insécurité compromettent la capacité des familles de se déplacer, de faire du commerce et d'accéder aux services sociaux de base, notamment les centres de santé ».

Une insécurité qui fait que près de 70.000 personnes ont été déplacées dans la région de Mopti, principalement dans les zones proches de la frontière avec le Burkina Faso. Selon ces données gouvernementales et de l'Agence de l'ONU pour les migrations (OIM), cela représente une augmentation de plus de 13.000 personnes depuis fin 2018.

Par ailleurs, la hausse des prix des produits alimentaires et la menace d'insécurité alimentaire exercent aussi une pression supplémentaire sur les familles vulnérables et leurs moyens de subsistance.

Source : ONU

Lire aussi :

<https://infosplanetaires.com/themes-mondiaux/mali-les-violences-se-sont-propagees-du-nord-au-centre-du-pays-correspondant-a-la-frontiere-avec-le-burkina-faso.html>

Burkina Faso : les attaques islamistes s'enchaînent

29 avril 2019

La population du Burkina est musulmane à 55%-60% et les chrétiens représentent 20 à 25%.

Attaque contre un temple protestant, 6 morts

Six personnes ont été tuées dimanche dans une attaque menée contre un temple protestant dans le nord du Burkina Faso, a annoncé lundi un porte-parole du gouvernement burkinabé.

Un pasteur et cinq fidèles ont perdu la vie dans cet assaut mené par un commando non identifié dans la province du Soum, a précisé Rémy Fulgance Dandjinou, porte-parole du gouvernement.

C'est la première attaque visant une église au Burkina, a-t-il ajouté. Mais le pays est confronté à une vague de violences islamistes, et le gouvernement a décrété en décembre dernier l'état d'urgence dans plusieurs provinces du nord, frontalières avec le Mali, y compris celle du Soum.

6 personnes tuées, dont 5 enseignants, dans une attaque à Maytagou

Six personnes, dont cinq enseignants burkinabè, ont été tuées par des hommes armés présentés comme des jihadistes dans une localité du Centre-Est.

L'attaque a été menée par une dizaine d'hommes armés à moto.

Ils ont fait irruption dans le village. Quatre enseignants ont été abattus dans la cour de l'école. Un cinquième a succombé plus tard de suites de ses blessures. Enfin un sixième enseignant a été relâché, afin que celui-ci puisse « raconter les faits », selon une source administrative.

Ce n'est pas la première fois que les enseignants de Maytagou reçoivent la visite des hommes armés. « Ils avaient déjà été menacés », souligne un responsable syndical. L'école de Maytagou, non loin de Comin-Yanga, avait fermé ses portes suite à l'insécurité.

Mais avec l'opération antiterroriste « Otapuanou » menée par les forces armées burkinabè dans les régions de l'Est et du Centre-Est, l'école avait rouvert ses portes. Les enseignants n'étaient pas les seules cibles des assaillants. Un conseiller municipal du village a été également abattu au cours de cette incursion.

Togo : de présumés jihadistes en provenance du Burkina Faso interpellés

La vaste opération anti-terroriste menée depuis début mars dans l'est du Burkina Faso a des répercussions sur les pays voisins. Notamment le Togo.

Ouagadougou avait d'ailleurs informé Lomé du risque de voir de présumés jihadistes se replier sur le territoire togolais. Et début avril, les forces de sécurité togolaises ont arrêté plus d'une vingtaine de jihadistes en provenance du Burkina Faso.

Ce n'est pas la première fois que de présumés jihadistes sont arrêtés sur le sol togolais, assure une source à Lomé. C'est, en revanche, « la première fois qu'ils sont aussi nombreux ». Le Togo est sur le qui-vive.

Burkina : 3 personnes tuées dans une attaque dans le Nord

Au Burkina Faso, une nouvelle attaque a fait trois morts, le 23 avril, près de la ville d'Arbinda, dans le Soum au nord du pays. Un bus a été arrêté, à 12 kilomètres du chef-lieu de la province, par des hommes armés qui ont abattu sommairement trois jeunes hommes.

Quand il quitte Dori pour rejoindre Arbinda, le bus est plein. C'est au niveau du village de Niki que plusieurs hommes armés arrêtent le véhicule. Ils montent à bord, contrôlent les identités des passagers et font descendre quatre jeunes hommes. L'un d'entre eux s'échappe, les trois autres sont exécutés.

Sources : Reuters, RFI

Malabo accuse l'Espagne de vouloir déstabiliser la Guinée équatoriale

30 avril 2019

La chaîne de télévision du vice-président Teodorin Nguema Obiang reproche à l'ambassadeur d'Espagne à Malabo de s'être affiché aux côtés de l'opposant Andres Esono Ondo et de chercher à « déstabiliser » la Guinée équatoriale.

La scène se passe jeudi à l'aéroport de Malabo. Andres Esono Ondo, le secrétaire général de la Convergence pour la démocratie sociale (CPDS), rentre chez lui après treize jours de détention

au Tchad. À l'aéroport, l'opposant est accueilli par des proches et par l'ambassadeur d'Espagne en Guinée équatoriale, Guillermo López Mac-Lellan.

Madrid dément. En réponse à RFI, le ministère espagnol des Affaires étrangères rappelle que la CPDS est un parti légalement reconnu et assure que le comportement du diplomate n'a donc rien d'« illégal ».

Le ministère souligne par ailleurs qu'aucune accusation ne pèse contre Andres Esono Ondo et soutient que Malabo n'a pas apporté la preuve de sa participation à une quelconque tentative de coup d'État. Pour Madrid, rien n'indique qu'un putsch était vraiment en préparation.

Après l'arrestation de l'opposant au Tchad, Malabo l'avait en effet accusé d'avoir eu pour « unique objectif l'acquisition d'armes et de munitions ainsi que le recrutement de terroristes pour commettre un coup d'État en Guinée équatoriale avec un financement étranger ».

Source : RFI

Résolution du Parlement européen : le Cameroun dénonce un chantage

24 avril 2019

Les échanges s'annoncent houleux entre le Cameroun et l'Europe. Au cœur des dissensions, une récente résolution d'urgence du Parlement européen qui appelle à la libération de l'opposant Maurice Kamto et qui critique l'action des forces de sécurité dans les régions anglophones du Cameroun. Yaoundé dénonce une forme de chantage.

Strasbourg appelle Bruxelles à faire jouer le levier de l'aide au développement pour faire avancer les droits de l'homme au Cameroun. Il s'agit de faire passer un message à l'intention d'un gouvernement partenaire, estime Marie Arena, eurodéputée belge.

Source : RFI

RCA : le difficile quotidien de Zemio sous le contrôle des groupes armés

22 avril 2019

En Centrafrique, la situation sécuritaire reste volatile dans bien des régions, malgré la signature de l'accord de paix, le 6 février dernier. De nombreuses villes restent sous contrôles des groupes armés.

C'est le cas dans le sud-est du pays, notamment dans la ville de Zemio qui est prise en tenaille. Les axes de ravitaillement sont coupés alors que la connexion téléphonique ne fonctionne pas. La LRA disposerait de 5 bases non loin de la ville conduisant à de réguliers kidnappings.

Le centre-ville, lui, est contrôlé par des hommes de l'UPC, d'Ali Darassa. Impossible de circuler sur les axes à plus de 20 kilomètres alentour à cause de l'insécurité.

Pas de forces armées régulières, seulement un bataillon de la Minusca, la force onusienne.

Et le quotidien dans la ville asphyxiée par le non-ravitaillement est compliqué par les hommes en armes. Mais il est difficile de parler des questions sécuritaires.

Un commandant de zone patrouille toute la journée sur sa moto. Rien ne lui échappe. Les populations sont limitées dans leurs activités.

Le plus difficile pour Zemio aujourd'hui totalement isolé est la taxation pour la traversée de la rivière imposée par les hommes en armes.

Le responsable politique de la zone, Abubakar Garba assure que la ville est calme et que ces propos sont exagérés.

Depuis peu, un nouveau groupe d'hommes armés a aussi pris position dans la ville. Difficile de connaître leurs objectifs. Le sud-est de la Centrafrique est connu pour ses ressources en diamant et en or.

Source : RFI

Scandale des spoliations en RDC : quand des puissants délogent des propriétaires

29 avril 2019

RFI s'intéresse au fléau des conflits fonciers en RDC. La mise à l'écart, la semaine dernière, du ministre des Affaires foncières par intérim, Emmanuel Ilunga, a remis cette problématique, qui engorge les tribunaux congolais, sur le devant de la scène.

Accusé d'avoir détourné l'équivalent de 9000 euros et d'avoir outrepassé ses prérogatives en tant qu'intérimaire en recrutant du personnel, le ministre dénonce une campagne de « calomnie ».

Selon lui, s'il a été mis à l'écart, c'est pour avoir ouvert « la boîte de Pandore » en essayant de rétablir dans leurs droits des citoyens qui se disent victimes de spoliations de leurs parcelles ou autres biens immobiliers par des personnalités influentes, civiles ou militaires. Et ce, à travers une commission baptisée « Commission Etienne Tshisekedi ».

En un mois, le ministre dit avoir reçu pas moins de 300 dossiers. D'après des documents consultés par RFI, le scénario est souvent le même : des particuliers, qui affirment avoir été délogés de force du jour au lendemain malgré leur titre de propriété par des « spoliateurs puissants », bénéficiant de « complicité au sein de l'Etat », assure le ministre.

Certains cas datent de plusieurs décennies, d'autres des derniers mois. Selon nos informations, début avril, la Commission a même été saisie par les avocats de la République tchèque qui affirme avoir été spoliée de plusieurs immeubles.

Jean-Claude Katende, président en RDC de l'ASADHO, l'association africaine de défense des droits de l'Homme, nous explique le mécanisme de ces spoliations. Un processus qui se répète sous tous les régimes depuis Mobutu, avec très peu de possibilité de recours judiciaire.

« Même dans le cas où vous avez tous les documents, si vous avez été déguerpi irrégulièrement, parce que la maison a intéressé un dignitaire du régime ou de l'armée, la justice devient inopérante parce qu'elle ne peut pas agir contre ceux qui sont au pouvoir ».

Selon cet avocat du barreau de Lubumbashi, même lorsque les victimes possèdent des titres de propriété en bonne et due forme, il leur est difficile d'obtenir gain de cause en justice. Moins encore lorsque, et cela arrive souvent dit-il, les familles n'ont pas de titre de propriété.

Source : RFI

RDC : dans le Masisi, insécurité et déplacements de population riment avec viols

27 avril 2019

En République démocratique du Congo, on assiste dans certains territoires à une recrudescence des viols par des hommes en armes. C'est notamment le cas dans le territoire de Masisi, où la société civile comme l'opposition ont déjà dénoncé qu'en marge des affrontements entre les groupes armés ou même avec l'armée congolaise, des agressions sexuelles étaient commises.

L'ONG Médecins sans frontières intervient depuis onze ans dans ce territoire du Nord-Kivu. Pour la seule aire de santé de Masisi, qui représente un quart du territoire du même nom, 207 victimes de viols se sont présentées dans des centres gérés par MSF pour le premier trimestre cette année.

Il ne s'agit pas d'une campagne massive de viols comme on a pu le voir par le passé dans l'est du Congo, mais cela reste un phénomène très préoccupant au vu du nombre de victimes. Officiellement, il s'agit pourtant d'une zone post-conflit mais MSF tire la sonnette d'alarme.

Source : RFI

RDC : réactions après l'annonce de la fermeture de plusieurs bases de la Monusco

26 avril 2019

Beaucoup de réactions ont suivi l'annonce de la Mission des Nations unies en RDC sur la fermeture de ses principaux bureaux dans l'ouest du pays. Huit bureaux doivent fermer d'ici fin juin. La Monusco prévoit de supprimer environ 760 postes, dont les 3/4 sont occupés par des Congolais.

La mission de l'ONU le justifie par des coupures budgétaires et assume de se recentrer sur l'Est où sévit l'essentiel des groupes armés que compte le pays. Mais au sein de l'opposition, comme de la société civile, cette décision inquiète.

Selon la Monusco, toutes les bases qui vont fermer d'ici fin juin sont situées dans des provinces réputées proches de l'opposition. Des villes où des manifestations ont été violemment réprimées encore ces derniers mois.

Une situation qui inquiète Me Elly Kayembe. Il est avocat au barreau de Kisangani et directeur de l'ONG des droits de l'homme, Actions pour la justice, le développement et les droits humains (AJDDH).

« Ce sont de vrais bastions de l'opposition. J'ai assisté à plusieurs manifestations et je vous assure que lorsque la Monusco est sur le terrain, c'est une présence qui est sécurisante pour les

manifestants. Comment vont se gérer les manifestants punis avec l'absence de la Monusco sur place ?

D'autant plus que nous n'avons même pas encore un gouvernement depuis que le nouveau président est arrivé. Et on ne sait pas comment ça va se solder. Est-ce que c'est un gouvernement qui sera accepté par tout le monde ou c'est un gouvernement qui va susciter des réactions de part et d'autre ? »

Même état d'esprit pour Martin Fayulu. L'opposant, qui revendique toujours sa victoire à la présidentielle, demande à la mission onusienne de ne pas abandonner les Congolais de l'Ouest : « La situation politique est floue, complexe : Kabila est là, il contrôle tout. Dans presque toutes les provinces, c'est lui qui a le pouvoir.

Et je pense qu'on ne peut pas laisser aujourd'hui le peuple congolais seul face à Monsieur Kabila. Vous avez vu qu'il y a une crise terrible de légitimité qui va appeler à des situations difficiles, à des contestations. Il faudrait quand même qu'il y ait une mission qui soit aussi là pour surveiller. »

Source : RFI

Traçabilité des minerais en RDC : des efforts à faire, selon la société civile

26 avril 2019

Le 13^e Forum sur les chaînes d'approvisionnement responsables en minéraux se termine ce vendredi à Paris. Un évènement qui se tient chaque année au siège de l'OCDE et qui regroupe tous les acteurs du secteur, entreprises, gouvernements et société civile, pour tenter d'assurer la traçabilité des minerais.

Chaque année, la République démocratique du Congo fait l'objet d'une attention particulière. Mais 13 ans après, pour la société civile congolaise, les recommandations issues de ce forum restent trop souvent lettre morte.

Source : RFI

RDC : Glencore dans le collimateur des Etats-Unis pour soupçon de corruption

28 avril 2019

Le géant minier Glencore fait l'objet d'une nouvelle enquête sur des soupçons de corruption. C'est ce qu'a reconnu l'entreprise suisse.

Après le département américain de la Justice, le régulateur de matières premières aux Etats-Unis s'intéresse aux transactions menées par Glencore.

C'est notamment pour des soupçons de corruption au Venezuela, au Nigeria et en République démocratique du Congo que Glencore fait aujourd'hui l'objet de toutes ces attentions de différentes institutions américaines, qui pointent ses liens avec un homme d'affaires déjà sous sanctions, l'Israélien Dan Gertler, ami personnel de Joseph Kabila.

Est-ce que les entreprises qui achètent du cobalt à Glencore se sont assurées que cet approvisionnement se fait sans acte de corruption ? C'est la question que l'ONG Resource Matters et Science Po Paris posent dans leur rapport Ni vus, ni connus.

Dans cette affaire, c'est Glencore qui risque le plus, en poursuivant le paiement des royalties à Dan Gertler. Malgré les sanctions qui visaient l'homme d'affaires israélien, le géant minier suisse aurait versé quelque 74 millions de dollars à son ancien partenaire d'affaires, l'an dernier.

Quant aux entreprises qui s'approvisionnent auprès de Glencore en cobalt, notamment en cobalt congolais, difficile de les identifier. Sur 14 grandes entreprises soupçonnées d'être de probables acheteurs, un tiers seulement a admis s'approvisionner en cobalt chez Glencore. Il s'agit de Samsung, Renault, BMW, LG Chem.

D'autres, comme Apple, Peugeot, Volvo ou même Volkswagen, n'ont jamais répondu à l'enquête. Et pour l'ONG Resource Matters, c'est là où le bât blesse. Même si elle reconnaît des efforts dans le domaine de la traçabilité des chaînes d'approvisionnement du cobalt au Congo, ces efforts se concentrent surtout sur l'exploitation artisanale et sur toutes les questions inhérentes aux droits de l'homme, comme le travail des enfants.

Mais pour les grandes entreprises, la traçabilité touche très vite à ses limites. Deux seulement, parmi les clients officiels de cette entreprise, affirment avoir soulevé le problème de la corruption. Mais Glencore ayant démenti toutes les accusations, ces sociétés ont estimé que cette réponse suffisait pour acheter.

Source : RFI

Rwanda : polémique autour d'un geste de l'émir du Qatar lors de sa visite à Kigali

25 avril 2019

En visite de travail au Rwanda, Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani a été photographié serrant la main à l'homme d'affaires mauritanien Moustapha Ould Limam al-Chafi. Un geste qui fait scandale, car l'homme est accusé de financer des groupes terroristes au Sahel.

Dans le cadre d'une tournée africaine, l'émir du Qatar est arrivé le 21 avril 2019 au Rwanda pour une visite de travail de trois jours. Ce déplacement a permis la signature de quatre protocoles d'accord dans les domaines du tourisme, du commerce, des investissements et du transport aérien entre les deux pays, rapporte le site *Sahel Intelligence*.

Une visite qui aurait pu être sans nuages si ce n'était la photographie prise à l'arrivée de Cheikh Tamim à l'aéroport de Kigali qui a aussitôt provoqué un tollé sur des sites de la presse arabe. On y voit Cheikh Tamim serrer chaleureusement la main, devant le président Paul Kagame souriant, à Moustapha Ould Limam Chafi.

C'est un homme d'affaires mauritanien qui faisait partie du comité d'accueil "en raison de ses liens étroits" avec le président rwandais, écrit le site d'Al Arabiya, qui s'est chargé de diffuser le cliché. Selon cette publication en ligne, Moustapha Ould Limam Chafi est connu pour "sa longue histoire dans le financement d'organisations terroristes actives au Sahel et au Sahara".

En décembre 2011, le parquet de Nouakchott a même lancé un mandat d'arrêt international contre lui et trois autres Mauritaniens, "membres influents d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI)", pour "financement du terrorisme et appui à des groupes terroristes", rapportait de son côté *Jeune Afrique*.

La diffusion par la presse arabe en ligne de l'image de la poignée de mains entre l'émir du Qatar et l'homme d'affaires mauritanien vient alimenter les rumeurs sur le soutien qatari aux organisations djihadistes, non seulement au Proche-Orient mais désormais aussi sur le continent africain.

Source : FranceInfo

Rwanda : bataille sur les chiffres de la pauvreté

24 avril 2019

Faut-il croire les chiffres de l'Institut national de statistiques du Rwanda sur la pauvreté ? La Banque mondiale continue de soutenir l'organisme et annonce une nouvelle enquête conjointe. Pourtant, depuis plus de quatre ans, l'institution de Bretton Woods est accusée par des chercheurs indépendants et d'anciens employés d'être complice d'une manipulation des chiffres.

La querelle porte sur l'évolution des chiffres de la pauvreté au Rwanda. Officiellement, selon Kigali et la Banque mondiale, ce taux est passé de 45% en 2010 à 39% en 2014, mais ce n'est pas l'avis de chercheurs indépendants.

Il a fallu attendre trois ans pour que la Banque mondiale se décide à répondre. Mais les chercheurs pointent à nouveau des manquements dans ces explications et insistent sur leur point de vue : l'Institut rwandais de statistiques a changé son mode de calcul.

La pauvreté n'aurait pas baissé mais augmenté au Rwanda en raison notamment de la politique agricole. Et la Banque mondiale serait complice de cette manipulation. L'institution continue de soutenir la validité des chiffres présentés par Kigali mais reconnaît, cette fois, des « incohérences » qui mériteraient « des recherches supplémentaires ».

Source : RFI

Soudan : l'armée, prête à négocier, exige un arrêt des blocages

30 avril 2019

Les militaires au pouvoir au Soudan ont déclaré mardi être prêts à négocier avec l'opposition sur l'avenir politique du pays tout en demandant l'arrêt immédiat des blocages qui perturbent certaines liaisons ferroviaires et routières. Cela gêne aussi l'approvisionnement en carburant.

Les manifestants réclament l'instauration rapide d'un gouvernement civil après la chute du président Omar el Béhir le 11 avril.

Les manifestants observent depuis le 6 avril un sit-in devant le siège du ministère de la Défense à Khartoum.

Cette occupation de rue a été le point culminant de plusieurs mois de manifestations contre Omar el Béchir, poussé au départ après trois décennies au pouvoir. L'APS, fer de lance de la contestation, a appelé lundi à une grève générale et à la désobéissance civile à partir de début mai tout en accusant les soldats d'avoir cherché à disperser le sit-in de Khartoum.

Source : Reuters

Soudan du Sud : un contrat de lobbying qui risque de promouvoir l'impunité

29 avril 2019

Human Rights Watch a révélé l'existence d'un contrat de lobbying signé entre la présidence sud-soudanaise et une société américaine de lobbying. L'accord doit notamment empêcher la création d'une cour de justice pour punir les auteurs de crimes durant la guerre civile.

C'est un contrat de deux ans, signé le 18 avril entre Juba et Gainful Solutions. Pour 3,7 millions de dollars, cette société américaine de lobbying est chargée d'aider à améliorer les relations entre le pays et l'administration Trump. Mais aussi de persuader Washington d'annuler les sanctions en vigueur contre Juba et de bloquer des sanctions potentielles.

Or, l'accord va plus loin. L'entreprise californienne doit également « retarder et au final bloquer la mise en place d'une cour hybride » au Soudan du Sud. Une institution cruciale prévue par l'accord de paix de septembre. Cette nouvelle tombe bien mal alors qu'on attend en principe le 12 mai prochain, le retour à Juba du chef rebelle Riek Machar.

Source : RFI

Mozambique : des soupçons de sexe contre aide humanitaire après le cyclone Idai

29 avril 2019

Dans quelles conditions l'aide humanitaire est-elle délivrée au Mozambique, dont le centre a été ravagé en mars par le cyclone Idai ? La question suscite des doutes après les révélations de l'ONG Human Rights Watch qui accuse des responsables locaux d'avoir contraint des sinistrés à échanger des services sexuels contre des dons alimentaires.

Les faits se sont produits courant mars après le passage du cyclone Idai, dans le district de Nhamantanda, précisément à Tica et à Mbimbir, des localités isolées et dépourvues de moyens de communication.

Pour que leurs noms soient inclus sur les listes de distribution de riz ou de haricot, plusieurs personnes sinistrées citées par Human Rights Watch affirment que des responsables locaux, parfois des politiques, ont exigé de l'argent.

Les personnes les plus démunies ont été contraintes d'échanger des rapports sexuels contre de l'aide humanitaire. L'ONG s'appuie sur plusieurs témoignages de victimes et de bénévoles. Les Nations unies ont annoncé l'ouverture d'une enquête.

Source : RFI

Cyclone : l'Onu va accorder 13 millions de dollars au Mozambique et aux Comores

29 avril 2019

Les Nations unies ont annoncé qu'elles débloquaient la somme de 13 millions de dollars, puisée dans ses fonds d'urgence, pour venir en aide au Mozambique et aux Comores après le passage du typhon Kenneth, le deuxième à frapper la région en un mois.

Le cyclone Kenneth a balayé jeudi soir la province de Cabo Delgado dans le nord du Mozambique, rasant des villages entiers avec des vents soufflant jusqu'à 280 km/h. La tempête a fait 5 morts dans ce pays et provoqué des pluies torrentielles et des inondations.

Aux Comores, le dernier bulletin du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de des Nations Unies (OCHA) fait état de 4 décès et plus de 182 blessés à la Grande Comore. « Plus de 40.000 personnes ont été touchées, dont plus de 14.000 déplacées par le cyclone, selon les chiffres du gouvernement », a ajouté OCHA.

Au Mozambique, le cyclone Kenneth a déjà causé au moins 5 morts et d'importants dégâts. Plus de 18.000 personnes ont été déplacées et sont logées dans des centres d'hébergement. Au moins 3.800 maisons ont été détruites.

Sources : Reuters, ONU

Mozambique : libération des deux journalistes arrêtés alors qu'ils enquêtaient sur les violences islamistes dans le nord

25 avril 2019

Les deux journalistes mozambicains ont été libérés sous caution. "Amade Abubacar et Germano Daniel Adriano, tous deux de la radio et télévision Rádio e Televisao Comunitária Nacedje de Macomia, arrêtés dans le Cabo Delgado, ont été libérés", a annoncé l'Institut des médias d'Afrique australe (Misa), organisation locale de défense de la presse.

Selon l'ONG, la justice leur reproche la diffusion de "messages déshonorants contre les membres des Forces de défense du Mozambique".

Cette libération a réjoui Human Rights Watch qui a toutefois exigé que les charges pesant sur les deux hommes soient "immédiatement abandonnées".

Dans un communiqué commun, une quarantaine d'ONG de défense des droits de l'Homme et de la presse avaient appelé le 11 avril "les autorités mozambicaines à libérer immédiatement et sans condition" Amade Abubacar et à "permettre à tous les journalistes de travailler librement et en toute sécurité".

Depuis octobre 2017, le groupe djihadiste Al-Shabab sème la terreur dans le Cabo Delgado, à majorité musulmane.

Ainsi, près de 200 civils ont été tués lors de raids des islamistes et des milliers d'autres contraints de fuir.

Pour autant, les ONG accusent également les forces de sécurité d'exactions et déplorent les intimidations et arrestations de journalistes couvrant les troubles.

Le gouvernement, qui dit vouloir mettre hors d'état de nuire le mouvement Al-Shabab, chercherait pourtant, selon elles, à minimiser le danger islamiste.

Cette province est en effet stratégique, car elle possède des gisements de gaz naturel. Et la rébellion islamiste inquiète autant les autorités de Maputo que les groupes pétroliers Exxon, Anadarko et ENI qui y possèdent des infrastructures pour exploiter les gisements off-shore.

Source : FranceInfo

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Syrie : malgré la présence russe et turque, escalade dans les provinces du nord

27 avril 2019

Dans la zone de désescalade englobant les provinces de Hama, Idleb, Alep et Lattaquié, dans le nord de la Syrie, l'escalade a atteint des sommets cette semaine. L'Observatoire des droits de l'homme a dénombré 130 morts, dont près de la moitié des civils, depuis le 20 avril.

La Russie, qui parraine avec la Turquie la trêve conclue en septembre dernier, participe aux opérations militaires dans les provinces du nord à travers son aviation, qui multiplie les raids. Les troupes gouvernementales syriennes intensifient aussi leurs tirs d'artillerie qui visent tous les jours des dizaines de cibles.

L'armée turque, elle, continue de faire circuler des patrouilles dans les 12 régions convenues avec les Russes, et observe les violations de la trêve sans intervenir.

Les jihadistes, quant à eux, élargissent le champ de bataille en bombardant la ville de Lattaquié et la base aérienne russe de Hmeimim.

La province d'Idleb est dominée par Hayat Tahrir al-Cham (HTS, ex-branche syrienne d'Al-Qaïda), une organisation jihadiste qui a renforcé en début d'année son emprise sur ce territoire face à des rebelles affaiblis.

Le groupe Etat islamique (EI) dispose également de cellules dormantes dans la région d'Idleb.

Les combats sont de plus en plus violents et meurtriers, et pourtant, un embrasement généralisé de tous les fronts, prélude à une grande offensive, ne semble pas imminent.

Une telle opération d'envergure ne peut avoir lieu sans le consentement de la Turquie, que la Russie souhaite ménager pour des raisons géopolitiques.

Et Ankara ne semble pas pressé d'en finir avec les groupes jihadistes tant que le sort des régions contrôlées par les Kurdes et protégées par les Américains n'est pas connu.

La guerre d'usure dans cette région où vivent quatre millions de civils est donc appelée à se poursuivre dans les semaines à venir.

Sources : RFI, AFP

A Mossoul après l'EI, les armes se vendent et inquiètent

21 avril 2019

A Mossoul, reprise il y a presque deux ans aux jihadistes, fusils et pistolets sont en vogue. Pour la chasse, mais aussi et surtout, auprès des habitants de cette grande ville du nord irakien qui craignent encore pour leur vie.

L'année dernière, la loi qui n'autorisait que la vente d'armes de chasse aux civils a été assouplie pour leur permettre d'acheter pistolets et armes semi-automatiques. Mais pour des experts, la prolifération d'armes n'est pas synonyme de plus de sécurité dans cette cité où les exactions du groupe Etat islamique (EI) ont laissé des traces.

"Nous vendons à des civils mais aussi à des militaires", confirme le propriétaire d'un magasin, qui refuse de donner son nom. Parmi les civils, il y a bien quelques chasseurs. Mais aussi "des hommes d'affaires ou des journalistes", professions qui peuvent susciter convoitises ou menaces à Mossoul, explique-t-il.

Selon le centre de recherches genevois Small Arms Survey, le taux de détention d'armes par des civils en Irak est l'un des plus élevés au monde : environ une personne sur cinq en possédait une en 2018.

Dans la province de Ninive, où se trouve Mossoul, des centaines de jihadistes se cachent dans les zones montagneuses ou désertiques qui bordent la Syrie en guerre. Et même si l'EI ne tient plus de territoire, des attaques, notamment contre des militaires, en service ou chez eux, sont régulièrement signalées.

Si les autorités ont annoncé à plusieurs reprises avoir saisi des camions d'armes et d'explosifs, destinées selon elles à des jihadistes, "des armes légères de toutes sortes alimentent le marché noir", indique à l'AFP un responsable des services de sécurité.

Dans le même temps, les magasins écoulent --légalement, eux-- leurs mitraillettes et autres pistolets américains, chinois ou croates, leurs fusils de chasse et leurs Kalachnikovs. En Irak, 130 armureries ont obtenu des licences ces dernières années, mais vendre des armes dans la province de Ninive n'est pas anodin, s'inquiète le sociologue Ali Zeidane.

Source : AFP

Mossoul : des millions de dollars détournés avant la fuite du gouverneur

22 avril 2019

Plus de 60 millions de dollars de fonds publics ont été détournés par des fonctionnaires proches du gouverneur de Mossoul en Irak avant qu'il ne soit limogé dans la foulée d'un naufrage meurtrier, a indiqué lundi un comité anticorruption.

L'entourage du gouverneur Nawfel Akoub, désormais en fuite et recherché par la justice pour mauvais usage de fonds publics, a "détourné 64 millions de dollars", a indiqué à l'AFP un responsable de la Commission pour la Transparence. "Seuls 6 millions ont pu être récupérés", a-t-il ajouté.

Il y a une dizaine de jours, cet organe gouvernemental de lutte contre la corruption avait fait arrêter 14 hauts fonctionnaires après avoir découvert "des chèques et des virements d'argent public sur des comptes personnels de hauts fonctionnaires".

Parmi ces sommes détournées, "37 millions de dollars ont été prélevés sur les fonds dédiés au développement" de cette province lourdement affectée par les combats contre le groupe Etat islamique (EI), a indiqué la Commission.

Fin mars, dans la foulée de la noyade de plus de 100 personnes qui avaient embarqué sur un bac surchargé un jour de fête des Mères à Mossoul, le Parlement avait démis à l'unanimité M. Akoub de ses fonctions.

Le drame avait suscité une onde de choc dans tout le pays, les habitants pointant aussitôt du doigt un mal récurrent en Irak : la "corruption" et les passe-droits accordés par des responsables politiques à des entrepreneurs véreux.

Au même moment, un rapport parlementaire dévoilait un système de prédation bien rôdé dans la province de Ninive, dont Mossoul est le chef-lieu, et qui dispose d'un budget de 800 millions de dollars.

Si le naufrage à Mossoul a un temps remis la question des politiciens prévaricateurs sur le devant de la scène dans le 12^e pays le plus corrompu au monde, aucun responsable n'a jusqu'ici été présenté à la justice.

Bien que l'ensemble des forces de sécurité du pays aient reçu l'ordre d'arrêter M. Akoub, celui-ci est toujours en fuite et accorde même des entretiens télévisés à des chaînes locales depuis Erbil, la capitale du Kurdistan autonome, où il réside désormais, selon des responsables.

Ces 15 dernières années, la corruption a coûté près de 200 milliards d'euros d'argent public, soit deux fois le budget de l'Etat et même plus que le Produit intérieur brut (PIB) de l'Irak, selon le Parlement.

Source : AFP

Erdogan et Trump discutent des S-400 russes

29 avril 2019

Donald Trump et le président turc Recep Tayyip Erdogan se sont entretenus lundi lors d'une conversation téléphonique de la proposition turque d'un groupe de travail commun consacré au système de défense aérienne russe S-400 dont Ankara entend faire l'acquisition.

Depuis des mois, les Etats-Unis et la Turquie, membres de l'Otan, s'opposent sur cette question qui provoque une résistance de la part de Washington. Les Américains font valoir que les systèmes de défense aérienne proposés par les Russes ne sont pas compatibles avec ceux de l'Alliance atlantique et sont contraires à la sécurité de leurs chasseurs F-35.

Les autorités turques expliquent qu'un groupe de travail pourrait évaluer les conséquences d'une acquisition des systèmes S-400. Elles ont indiqué vendredi ne pas avoir de réponses de leurs homologues américaines sur ce sujet.

La Maison blanche a confirmé lundi que la discussion téléphonique entre Trump et Erdogan avait porté sur cette question. Le secrétaire d'Etat Mike Pompeo et plusieurs sénateurs américains ont mis en garde la Turquie contre les sanctions que l'acquisition des S-400 pourrait lui valoir dans le cadre d'une loi sur l'achat d'équipements militaires russes.

Source : Reuters

Pour Ankara, «—l'Irak et la Turquie doivent coopérer pour détruire le PKK—»

29 avril 2019

Au cœur de la visite du ministre des Affaires étrangères turc Mevlut Cavusoglu, la coopération économique entre Ankara et Bagdad bien sûr, mais surtout la lutte contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont les combattants sont installés dans les montagnes irakiennes.

Depuis la fin des années 1990, les quartiers généraux et les camps d'entraînement du Parti des travailleurs du Kurdistan sont regroupés dans les montagnes du Qandil, au nord de l'Irak. Une région très difficile d'accès où plusieurs milliers de guérilleros seraient réfugiés.

Ces derniers mois, la situation s'est tendue à la frontière turco-irakienne : l'aviation de Recep Tayyip Erdogan a bombardé à plusieurs reprises des villages du Kurdistan irakien. Des raids aériens censés viser des membres du PKK, qui ont fait plusieurs dizaines de morts civils et forcé de nombreux habitants à fuir leurs terres.

Ces opérations militaires, jamais condamnées par les autorités irakiennes, devraient donc perdurer. Partenaire commercial privilégié de la Turquie, Bagdad ne peut prendre le risque de se fâcher avec Ankara. Recep Tayyip Erdogan a d'ailleurs promis d'investir massivement dans la reconstruction de l'Irak.

Source : RFI

Ekrem Imamoglu, l'anti-Erdogan élu maire d'Istanbul

29 avril 2019

Le nouveau maire d'Istanbul, élu dans la contestation en mars, est entré en fonction le 17 avril. Volontiers rassembleur et transparent, le centriste se démarque allègrement de l'attitude du président, basée sur l'invective, dont le socle électoral tend à s'éroder sur fond de crise économique.

« Remporter Istanbul, c'est remporter la Turquie », a maintes fois assené le président Recep Tayyip Erdogan. Il est ainsi peu de dire que l'élection d'Ekrem Imamoglu (CHP, centre-gauche) a fait l'effet d'un séisme politique sur les rives du Bosphore. Porté à la tête d'Istanbul le 31 mars, l'opposant y a d'une courte tête mis fin à 25 années d'un règne sans partage de l'AKP.

Le parti présidentiel peine à digérer ce résultat. Après avoir exigé un recomptage des voix, Recep Tayyip Erdogan est passé à l'étape supérieure, demandant l'annulation pure et simple du scrutin. Si les instances analysent encore ce recours, Imamoglu a reçu l'aval du Haut comité électoral pour débiter son mandat. Il est officiellement entré en fonction le 17 avril.

Un large sourire déployé sur le visage, l'homme aux discrètes lunettes a annoncé, le jour de son intronisation, « le début d'une nouvelle ère pour Istanbul », s'engageant à être « le maire le plus démocratique du monde ». Pour le parti présidentiel, la déroute d'Istanbul s'ajoute à celles d'Ankara et d'Izmir. Elles témoignent d'une certaine usure du pouvoir.

Source : RFI

Turquie : plusieurs arrestations après l'agression du chef de l'opposition

22 avril 2019

La police turque a procédé à des arrestations ce lundi 22 avril, dont un membre de l'AKP, suite à l'agression du responsable du parti d'opposition CHP, qui a remporté le 31 mars les élections municipales à Ankara et Istanbul.

« La violence n'a pas sa place dans la politique en démocratie », a fait savoir sur Twitter du porte-parole de l'AKP. Certains commentateurs turcs pointaient lundi matin un climat très hostile au CHP ces dernières semaines. Pendant la campagne pour les municipales du 31 mars, nombreux ont été les candidats de l'opposition qualifiés de « terroristes » par l'AKP au pouvoir.

L'AKP a pourtant perdu plusieurs grandes villes, dont la capitale Ankara et Istanbul, une ville que le président Erdogan a longtemps dirigée. Mais si la ville a été remportée par le CHP, sa victoire est contestée. Le parti au pouvoir a déposé un recours et demande un nouveau scrutin.

Source : RFI

Turquie : 210 militaires arrêtés, soupçonnés d'entretenir des liens avec Fethullah Gülen *26 avril 2019*

210 militaires turcs soupçonnés d'entretenir des liens avec Fethullah Gülen, le prédicateur en exil accusé d'être l'instigateur du coup d'État manqué de juillet 2016, ont été arrêtés par le parquet d'Istanbul.

Au total, plus de 77 000 ont été emprisonnées dans l'attente d'un procès depuis le putsch manqué tandis que 150 000 fonctionnaires et militaires sont été soit suspendus, soit licenciés dans le cadre de la répression menée par les autorités turques.

Source : Reuters

Frontière Iran-Pakistan : création d'une "force de réaction rapide" *22 avril 2019*

La création d'une "force de réaction rapide commune" entre l'Iran et le Pakistan a été annoncée par le président iranien Hassan Rohani à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre pakistanais après que les pays eurent échangé des accusations mutuelles d'héberger des "terroristes" ayant commis des attentats sur leur territoire.

Le Pakistan avait affirmé que les tireurs ayant tué 14 militaires et membres des forces de sécurité pakistanaises au Baloutchistan (dans le Sud-Ouest du Pakistan) étaient des séparatistes baloutches venus d'Iran. Le Pakistan disait détenir la preuve que les assaillants disposaient "de camps d'entraînement et de bases logistiques à l'intérieur des zones iraniennes frontalières".

D'autre part, en février, le groupe Jaïch al-Adl ("l'armée de la justice"), considéré comme "terroriste" par l'Iran, avait revendiqué un attentat suicide ayant tué 27 soldats iraniens dans la province iranienne du Sistan-Balouchistan (Sud-Est), frontalière du Pakistan.

L'Iran avait affirmé que l'attentat avait été commis par un Pakistanais et reproché à Islamabad de fermer les yeux sur les bases à partir desquelles, selon Téhéran, ce groupe jihadiste et séparatiste opère à partir du Pakistan.

Source : AFP

Amnesty International demande à l'Iran de mettre fin aux exécutions de mineurs

30 avril 2019

L'organisation Amnesty International s'en est pris au pouvoir judiciaire iranien après l'exécution de deux adolescents de 17 ans, accusés de viol, sans que leurs familles ni leurs avocats n'en soient informés.

« L'Iran doit arrêter d'exécuter des mineurs », demande Amnesty International.

Près de 100 mineurs ont été exécutés en deux ans, 90 autres risquent de l'être dans les semaines à venir. Philip Luther, directeur de recherches sur les Moyen-Orient dénonce également des procès inévitables, avec utilisation de la violence et absence d'avocat.

Source : RFI

L'Iran soutenu par la Russie et la Chine, montre les dents contre les USA

28 avril 2019

Rappel du contexte

Les tensions entre Washington et Téhéran se sont accrues avec la décision de Donald Trump de retirer en mai 2018 les États-Unis de l'accord de 2015 sur le programme nucléaire iranien, puis de placer ce mois-ci les gardiens de la Révolution islamique, le corps d'élite des forces armées iraniennes, sur leur liste des organisations étrangères terroristes.

L'Iran a riposté en désignant officiellement les forces du commandement central des États-Unis, le CentCom, présentes dans le golfe Persique et dans toute la région comme une organisation terroriste.

L'Iran a affirmé que les navires américains qui traversent le détroit d'Ormuz pour entrer dans le golfe Persique doivent signaler leur passage aux Gardiens de la révolution qui sont chargés d'assurer la sécurité de ce détroit stratégique. En effet, une grande partie du pétrole produit par les pays de la région passe par ce détroit.

Le président américain a par ailleurs décidé de ne pas renouveler les exemptions qui permettaient à huit pays de continuer à importer du brut iranien, Washington voulant tarir complètement les exportations de pétrole iranien.

Une vidéo montre un drone iranien survoler un porte-avions américain

En pleine crise avec les États-Unis, l'Iran a fait un geste de défi avec la publication d'une vidéo prise par un drone iranien survolant un porte-avions américain dans le golfe Persique.

La vidéo a été publiée par l'agence Tasnim, considérée comme proche des Gardiens de la révolution.

Elle montre un drone décoller d'un aéroport militaire et ensuite survoler un porte-avions américain dans le golfe Persique. Le drone appartient au corps des Gardiens de la révolution. L'agence Tasnim ne précise pas à quelle date la vidéo a été tournée, mais sa publication est indéniablement un geste de défi.

L'Iran dénonce une "équipe des B" qui pousse Trump vers un conflit avec l'Iran

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a dit ne pas penser que Donald Trump souhaitait une guerre avec l'Iran, mais qu'il pourrait être poussé à entrer en conflit avec Téhéran sous l'influence notamment du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

S'exprimant lors d'un entretien à Reuters, Mohammad Javad Zarif a dénoncé l'influence selon lui néfaste d'une "équipe des B" composée notamment du conseiller à la Sécurité nationale de la Maison blanche, John Bolton, et du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Le chef de la diplomatie iranienne a martelé que l'Iran allait "continuer à vendre son pétrole". "Nous continuerons à utiliser le détroit d'Ormuz comme point de passage", avait précisé Zarif. Si les Etats-Unis tentent de l'en empêcher, ils devront "être prêts à en subir les conséquences".

Zarif a prévu de se rendre en Corée du Nord

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Javad Zarif, a prévu d'effectuer une visite en Corée du Nord, annonce dimanche la télévision publique iranienne, sans donner de précisions. Le chef de la diplomatie nord-coréenne, Ri Yong-ho, s'était rendu en Iran en août dernier. Iran et Corée du Nord sont visés par des sanctions américaines en lien avec leurs programmes nucléaires.

Poutine espère que l'Iran pourra continuer à exporter son pétrole

Le président russe Vladimir Poutine a émis l'espoir samedi que l'Iran puisse continuer à exporter son pétrole en dépit des efforts des Etats-Unis pour l'en empêcher. Washington attend de l'Arabie saoudite et de ses alliés du Golfe qu'ils accroissent leur production afin de compenser une réduction de l'offre iranienne.

Les analystes redoutent que cette initiative contre l'Iran couplée avec des sanctions contre le Venezuela affectent les capacités au niveau mondial. Vladimir Poutine, en tout cas, n'entend pas augmenter la production russe de pétrole.

La Chine dénonce les sanctions US sur le pétrole iranien

Le ministère chinois des Affaires étrangères a protesté contre la décision des Etats-Unis de mettre fin aux exemptions, ajoutant une nouvelle ligne de faille à des relations bilatérales déjà difficiles.

La Chine est le principal acheteur de pétrole iranien avec des importations qui ont totalisé l'an dernier 29,27 millions de tonnes, soit environ 585.400 barils par jour, selon des données des douanes. Le brut iranien a ainsi représenté quelque 6% des importations chinoises de pétrole.

Pékin et Téhéran entretiennent de longue date des relations étroites, notamment dans le secteur de l'énergie. Certaines raffineries en Chine sont configurées spécialement pour traiter le brut iranien, qui leur permet de dégager des marges plus élevées que le pétrole d'autres pays comme l'Arabie saoudite.

Les compagnies nationales Sinopec Group et China National Petroleum Corporation (CNPC) produisent l'une et l'autre en Iran, où elles ont massivement investi dans les gisements de Yadavaran et Azadegan-Nord. Le pétrole qui y est extrait est directement acheminé en Chine.

Pékin et Washington tentent de conclure un accord pour mettre fin à leur différend commercial mais ont bien d'autres points de désaccord, parmi lesquels la souveraineté en mer de Chine méridionale ou le soutien américain au gouvernement de Taiwan.

Affaire Zaghari-Ratcliffe : Londres balaie l'offre de Téhéran d'échange de prisonnières

Le ministre britannique des Affaires étrangères, Jeremy Hunt, a balayé l'offre de Téhéran d'un échange de prisonnières dont une Irano-Britannique détenue à Téhéran, affirmant que cela s'intégrait dans une "ignoble" stratégie diplomatique.

Le chef de la diplomatie iranienne, Javad Zarif, a proposé à New York de remettre en liberté une ressortissante irano-britannique détenue en Iran, Nazanin Zaghari-Ratcliffe, contre l'abandon par les Etats-Unis d'accusations contre une Iranienne prisonnière en Australie, Negar Ghodskani.

Jeremy Hunt a expliqué qu'il y avait une "énorme différence" entre les deux femmes. "La femme emprisonnée en Australie fait face à une procédure juridique en bonne et due forme et elle est soupçonnée d'avoir commis un crime très grave", a-t-il déclaré à des journalistes à Londres. "Nazanin Zaghari-Ratcliffe est innocente. Elle n'a rien fait de mal".

Le ministre a ajouté que Nazanin Zaghari-Ratcliffe n'était que l'un des nombreux ressortissants occidentaux détenus en Iran. Il a espéré obtenir "pas seulement la liberté de Nazanin mais bien la fin de cette pratique de l'Iran, qui est absolument ignoble".

L'Iranienne Negar Ghodskani a été arrêtée en Australie en 2017. Les Etats-Unis cherchent à obtenir son extradition. Résidente en Australie, elle est accusée par la justice américaine d'avoir cherché à acquérir de la technologie numérique US en se faisant passer pour une employée d'une entreprise malaisienne, avec l'objectif de la transmettre à l'entreprise iranienne Fanamoj.

L'Iran s'achemine vers une forte inflation ; Rohani reconnaît le dommage des sanctions et appelle à la « résistance »

Deux jours après la décision américaine de ne plus accorder de dérogation pour l'achat du pétrole iranien, le président iranien Hassan Rohani a prôné la « résistance » face aux États-

Unis. Les autorités reconnaissent que la décision de Washington va affecter les exportations pétrolières du pays et aggraver la situation.

Les sanctions frappent déjà durement l'économie et la situation de la population. Pour Hossein Ebadi, chauffeur de taxi, la nouvelle décision américaine sera durement ressentie : « L'effet est négatif. La valeur du dollar augmente tous les jours, le pouvoir d'achat des gens baisse chaque jour. Nous nous appauvrissons. On rembourse nos emprunts et notre loyer avec retard ».

L'Iran a besoin de la communauté internationale pour aider près d'un million d'enfants touchés par les inondations massives

Quelques 10 millions de personnes sont affectées par les inondations dévastatrices qui sévissent dans trois quarts des provinces iraniennes, dont 2 millions sont gravement touchées, 500.000 déplacées, et la moitié sont des enfants, a déploré l'UNICEF.

“Les besoins des enfants iraniens touchés par les inondations s'aggravent de jour en jour et il est urgent d'accroître l'approvisionnement”, a averti l'UNICEF.

Pour fournir une aide d'urgence aux enfants touchés par les inondations en Iran, l'UNICEF a lancé un appel de 9,8 millions de dollars.

A ce jour, l'UNICEF est confronté à un déficit de financement de 8 millions de dollars. Des fournitures supplémentaires pour la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement et l'hygiène des enfants seront achetées une fois que le financement sera assuré.

Notons toutefois que de l'aide est également assurée à la population grâce à la mobilisation sur les réseaux sociaux iraniens.

L'on voit notamment des chefs religieux et les Gardiens de la Révolution aider les personnes en détresse.

Sources : RFI, Reuters, AFP, ONU

Yémen : l'inquiétude à l'approche du procès d'un leader baha'i

29 avril 2019

Le tribunal houthi de Sanaa doit se prononcer mardi 30 avril sur l'appel de Hamed Bin Haydara, condamné à mort pour espionnage et apostasie. Bin Haydara est un important dirigeant baha'i, une minorité religieuse victime de multiples persécutions en Iran et aujourd'hui au Yémen dans la zone contrôlée par les houthis.

Plusieurs dizaines de baha'is sont actuellement en attente de jugement pour les mêmes chefs d'accusation d'espionnage et d'apostasie du fait de leur appartenance à la même communauté de croyance.

Les appels se multiplient à travers le monde pour faire libérer Hamed bin Haydara et pour demander la libération immédiate de tous les baha'is détenus au Yémen en raison de leur conviction religieuse.

On estime globalement que les baha'is seraient aujourd'hui cinq millions dans le monde et seulement quelques milliers de personnes au Yémen (certaines sources parlent de 2 000 personnes), dans un pays qui compte 27 millions d'habitants dont 99% sont musulmans.

Depuis que les houthis ont chassé le gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi, soutenu par l'Occident, et qu'ils ont pris le contrôle de la capitale, Sanaa, et d'une grande partie de l'ouest du Yémen en 2015, ils répriment les baha'is et leur religion jugée « satanique ».

Sources : RFI

L'Arabie saoudite sous le feu des critiques après des exécutions massives

24 avril 2019

L'Arabie saoudite s'est retrouvée mercredi sous le feu des critiques au lendemain d'exécutions massives de Saoudiens condamnés pour "terrorisme" : 37 hommes en une seule journée, ce qui porte à 107 le nombre d'exécutions depuis le début de l'année.

Au moins 33 des suppliciés appartenaient à la minorité chiite du royaume dirigé par une dynastie sunnite, a indiqué HRW.

Les 33 chiites exécutés mardi ont été condamnés à l'issue de procès "injustes" et les autorités ont obtenu des aveux de "nombre d'entre eux" par la torture, a déclaré HRW.

Téhéran, rival chiite de Ryad, a dénoncé le silence des Etats-Unis.

"Etre membre du groupe des B. --Bolton, Ben Salmane, Ben Zayed et "Bibi"-- assure l'impunité pour tout crime", a dénoncé M. Zarif, ministre iranien des Affaires étrangères.

John Bolton est le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, Mohammed ben Salmane, le prince héritier saoudien, Mohammed ben Zayed, son homologue et allié émirati, et "Bibi" est le surnom du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Le mouvement chiite libanais Hezbollah, allié de l'Iran, a également dénoncé ces exécutions et accusé Washington d'être "un partenaire clé des crimes odieux" en Arabie saoudite.

Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme a lui aussi vivement réagi aux exécutions de mardi.

Un porte-parole de l'Union européenne s'est de son côté inquiété d'une "tendance négative" concernant les exécutions en Arabie saoudite, qui "contraste fortement avec le mouvement abolitionniste croissant dans le monde entier".

Selon Amnesty International, le royaume saoudien, qui suit une version rigoriste de l'islam sunnite, figure dans le peloton de tête des pays qui appliquent la peine de mort dans le monde. L'ONG indique que derrière la Chine (qui ne publie pas de statistiques), les pays ayant eu le plus massivement recours aux exécutions sont l'Iran, l'Arabie saoudite, le Vietnam et l'Irak.

Source : AFP

ASIE

Afghanistan : les combats et attentats se poursuivent ; les négociations dans l'impasse

30 avril 2019

Rappel du contexte

Alors que les USA ont entamé depuis l'été 2018 des discussions directes avec les talibans, chassés du pouvoir en 2001, la crainte est grande de voir des intégristes religieux reprendre les rênes du pays.

Une rencontre devait se tenir ce week-end à Doha, au Qatar, entre des représentants des talibans et une importante délégation de la classe politique et de la société civile afghanes. Elle a été annulée, les insurgés protestant notamment contre la présence dans la délégation de Kaboul de membres du gouvernement d'Ashraf Ghani, avec lequel ils refusent de discuter.

Au premier jour de la Loya Jirga, une impression de concorde

A Kaboul, la Loya Jirga se poursuit pour la 2^e journée consécutive. Cette assemblée traditionnelle consultative, lancée lundi, vise à sonder la population à travers des représentants originaires des quatre coins de l'Afghanistan sur les discussions de paix pour mettre fin à un conflit qui oppose les talibans aux autorités afghanes. Quelque 3 200 personnes participent.

Lundi, le président Ashraf Ghani a ouvert l'assemblée par un long discours, plutôt bien accueilli au sein de la population et des participants. Il a insisté sur l'importance de cette Loya Jirga en vue de rassembler toutes les opinions sur les discussions de paix. Rappelons que des pourparlers directs sont engagés entre les États-Unis et les talibans à Doha, au Qatar, depuis plusieurs mois.

Les talibans n'ont toujours pas rencontré les autorités afghanes. Ils refusent, considérant que le gouvernement afghan est illégitime. Invités à la Loya Jirga, ils ont d'ailleurs décliné l'invitation. Cependant, ils ne se sont pas opposés à la participation de représentants des populations qui résident dans les territoires qu'ils contrôlent et ont laissé ces derniers rejoindre la capitale.

Le discours d'Ashraf Ghani au sujet des talibans était très policé. Il a qualifié ces derniers d'opposants politiques. Le terme « terroriste » n'est donc plus employé pour les désigner. L'enjeu est clair : parvenir à engager des négociations directes avec les insurgés. Et dans cette optique, les réactions à l'issue de cette première journée sont très positives chez les participants.

Qu'il s'agisse des personnalités politiques, des représentants traditionnels, des militants de la société civile, des femmes - qui représentent 30% de l'effectif global de la Loya Jirga -, les réactions ont été positives. Une cinquantaine de comités ont été définis. Les discussions se feront dans ce cadre. Chaque comité devra rédiger une note de conclusion.

À l'issue des quatre jours, ces notes seront partagées à l'ensemble des participants, et un vote aura lieu pour déterminer les résolutions que devra adopter l'équipe de négociateurs pour la paix, qui tente de rencontrer les talibans afin d'entamer un processus. Parmi les points qui seront soulevés : le respect des droits des femmes et l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu.

Le cessez-le-feu avant toute négociation est une requête majeure et largement partagée. Impensable d'envisager des discussions de paix alors que les combats continuent, selon plusieurs participants. Quant aux femmes, qui sont 1 500 dans l'assemblée, elles n'ont qu'un mot d'ordre : pas de retour en arrière.

#MyRedLine, la campagne en ligne des Afghanes contre le retour des talibans

Depuis plusieurs semaines, les Afghanes publient leur « ligne rouge » sur les réseaux sociaux, craignant de voir leurs droits bafoués en cas de retour des talibans au pouvoir. Les femmes, que les talibans avaient à l'époque confinées à l'espace domestique et contraintes à porter la burqa, sont inquiètes.

Elles seraient les premières victimes de leur retour, s'inquiète la jeune Kobra Samim, âgée de 23 ans, qui est membre de l'équipe afghane de cyclisme. « Nous n'aurons plus le droit à l'éducation, au sport et nous serons empêchées de sortir de nos maisons ».

C'est la raison pour laquelle la journaliste afghane Farahnaz Forotan a lancé la campagne en ligne #MyRedLine, en partenariat avec l'ONU femmes, en définissant ainsi les « lignes rouges » à ne pas franchir en cas d'un accord de paix qui inclurait un partage du pouvoir avec les talibans.

Le mot-clef #MyRedLine a généré depuis plus de 600 000 contributions sur Twitter et autant sur les autres plateformes, avec une avalanche de courtes vidéos, de commentaires. Cette campagne est partagée sur Facebook en anglais, pachtoun et dari.

Le président afghan Ashraf Ghani participe à l'initiative en tweetant que les droits des femmes constituaient bien « la ligne rouge » à ne pas franchir lors des pourparlers de paix. Mais les réactions de certains traditionalistes ne se sont fait attendre, en dénigrant les clips de femmes qui s'expriment sans porter le voile.

Ces campagnes en ligne laissent toutefois les talibans de marbre. Leur porte-parole en délégation au Qatar tweetait cette semaine : « Nous ne pensons pas que la présence de femmes aux discussions de paix soit nécessaire. »

Combats entre taliban et l'Etat islamique

De violents combats opposent depuis des insurgés taliban et des hommes du groupe Etat islamique (EI) dans l'est de l'Afghanistan, ont annoncé les autorités locales. Les affrontements se déroulent dans deux districts de la province de Nangarhar, frontalière du Pakistan, où l'EI a attaqué des villages contrôlés par les taliban.

"Les combattants de l'EI ont pris le contrôle de six villages dans les districts de Khogyani et de Shirzad mais les affrontements se poursuivent", a déclaré Sohrab Qaderi, membre du conseil provincial. Cinq cents familles ont dû fuir les combats.

Un commando armé attaque un ministère à Kaboul, 7 morts

Sept personnes ont péri dans l'attaque par un commando armé du siège du ministère afghan des Communications, dans le centre de Kaboul.

L'attaque est survenue après plusieurs mois de calme relatif dans la capitale afghane.

2800 employés du ministre des Communications et des technologies de l'information, ainsi que du ministère de l'Information et de la culture, ont été évacués, ainsi que plusieurs enfants en bas âge d'une crèche ministérielle.

L'explosion initiale, qui était le fait d'un kamikaze, a eu lieu près d'un hôtel, le Serena, l'un des rares établissements de Kaboul où descendent des étrangers. On ignore pour l'instant qui a mené l'opération. Les taliban ont démenti en être à l'origine. Bon nombre d'opérations de ce genre ont été revendiquées par le groupe djihadiste Etat islamique (EI).

Le nombre de civils tués en Afghanistan en baisse au premier trimestre, dit l'Onu

Le nombre de victimes civiles du conflit en Afghanistan lors du premier trimestre a diminué de près d'un quart par rapport à la même période l'an dernier, en raison de températures inhabituellement glaciales et du recul du nombre des attentats suicide, indique l'Onu.

Selon l'Onu, 1.773 civils ont été blessés ou tués de janvier à mars.

Pour la première fois depuis que l'Onu a commencé à effectuer ce recensement, il y a plus de dix ans, les attaques aériennes menées par les forces pro-gouvernementales et américaines ont coûté la vie à davantage de civils que les attaques perpétrées par les groupes insurgés.

La diminution du nombre d'attaques suicide coïncide avec un hiver inhabituellement glacial et la série de rencontres entre représentants américains et taliban. L'Onu dit cependant dans le rapport ne pas pouvoir mesurer précisément la corrélation entre les pourparlers de paix et la baisse du nombre de victimes civiles

Il note que des mesures destinées à mieux protéger la population pourraient aussi expliquer cette tendance. Dans le document, l'ONU rappelle aussi que le bilan du premier trimestre 2018 avait été lourdement affecté par l'une des attaques les plus meurtrières de l'histoire du conflit, avec un attentat suicide à Kaboul en janvier 2018 ayant tué ou blessé près de 350 personnes.

Sources : Reuters, RFI

Les ambitions chinoises dans la mer de Chine du Sud créent des tensions croissantes

29 avril 2019

Rappel du contexte

La Chine, qui se défend de toute posture agressive, revendique la possession de la quasi-totalité de la mer de Chine du Sud, dont les fonds renfermeraient de vastes quantités de pétrole et de gaz et qui constitue une voie de navigation commerciale majeure.

Ses ambitions se heurtent à celles de Brunei, de la Malaisie, des Philippines, de Taïwan et du Vietnam. Taïwan est soutenu par les USA.

En ce moment la Chine renforce sa présence dans les zones territoriales contestées de mer de Chine du Sud et autour de Taïwan.

La Chine populaire considère Taïwan comme une province renégate et estime que l'île, de même que le détroit du même nom, font partie de son territoire. Elle s'est indignée à plusieurs reprises des passages, de plus en plus fréquents, de navire de guerre américains dans cette zone. Il s'agit de l'un des points de tension croissante entre les Etats-Unis et la Chine.

Américains et Français dans le détroit de Taïwan

L'armée américaine a déclaré avoir envoyé dimanche deux navires dans le détroit de Taïwan. Washington, qui conteste les ambitions territoriales de Pékin, dit défendre la liberté de navigation et respecter le droit international.

Par ailleurs, Pékin a dénoncé jeudi le franchissement du détroit de Taïwan par une frégate de la marine française. Paris a invoqué en réponse le respect du droit maritime. Pékin a dénoncé une violation de ses eaux territoriales.

Le franchissement du détroit séparant Taïwan de la Chine est un fait rare de la part d'un navire militaire européen.

Le porte-parole du ministère chinois de la Défense a précisé qu'une protestation officielle avait été émise auprès des autorités françaises.

La France s'efforce de valoriser sa présence dans la zone Indo-Pacifique où sa zone économique exclusive (ZEE), la deuxième au monde, couvre près de neuf millions de km² et où les tensions sont légion : prolifération nucléaire, développement des cellules djihadistes en Asie du Sud-Est, violation du droit maritime en mer de Chine méridionale.

La marine française devait participer ce printemps, avec les marines américaine et japonaise, à des missions de surveillance dans le cadre de la lutte contre les trafics maritimes opérés par la Corée du Nord pour contourner les sanctions de l'Onu.

La Chine célèbre en grande pompe les 70 ans de sa marine nationale

Xi Jinping pilote un grand programme de modernisation de l'Armée populaire de libération (APL), dont la marine a été l'une des premières bénéficiaires.

Le président chinois a estimé que la coopération serait plus efficace que les menaces réciproques pour protéger l'ordre maritime international.

Xi Jinping a invité treize pays - parmi lesquels l'Inde, le Japon, le Vietnam et l'Australie - à participer au défilé naval, pendant lequel Pékin prévoyait de présenter 32 navires de guerre, dont pour la première fois de nouveaux sous-marins à propulsion nucléaire.

En signe de "transparence", plusieurs médias étrangers, dont Reuters, ont été invités à assister à la parade navale à bord d'un navire.

En tout, une soixantaine de délégations étrangères se sont déplacées à Qingdao pour les cérémonies d'anniversaire de la marine qui s'achèveront jeudi.

Les Etats-Unis, qui contestent les ambitions territoriales chinoises, n'ont dépêché qu'une petite délégation présidée par l'attaché naval à leur ambassade à Pékin.

Le navire amphibie de commandement de la Septième flotte américaine basée au Japon, l'USS Blue Ridge, est en revanche arrivé samedi à Hong Kong.

Un officier présent à bord a fait savoir que la septième flotte continuerait à patrouiller en mer de Chine dans le cadre de l'opération intitulée "liberté de navigation", malgré les protestations de Pékin.

Source : Reuters

Hong Kong : la Chine renforce son emprise

28 avril 2019

Rappel du contexte

Hong Kong est une ancienne colonie britannique restituée à la Chine par la Grande-Bretagne en 1997.

En vertu du principe "un pays, deux systèmes" ayant présidé à sa rétrocession, Hong Kong bénéficie actuellement d'un système juridique distinct de celui de la Chine.

Manifestation contre une loi sur l'extradition

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé dimanche dans le centre de Hong Kong pour réclamer l'abandon d'un projet de loi qui autoriserait des extraditions vers la Chine continentale pour y être jugé par la justice chinoise.

Les manifestants redoutent que cette mesure vienne limiter les droits et les libertés publiques.

Nombre des protestataires ont défilé dans le calme pendant plus de trois heures à travers des quartiers commerçants avant que plusieurs milliers d'entre eux passent la soirée devant les locaux du Conseil législatif et ceux du gouvernement de la région.

Selon la police, cette manifestation a rassemblé 22.800 personnes mais selon les organisateurs, les participants étaient plus de 130.000, ce qui en ferait l'une des plus grandes manifestations dans la ville depuis plusieurs années.

"Les habitants de Hong Kong et les visiteurs qui viennent à Hong Kong perdraient leur droit à ne pas être extradés vers la Chine continentale. Ils seraient soumis à un système légal injuste sur le continent", a déclaré le militant et ancien député Leung Kwok-hung.

Certains jeunes manifestants ont expliqué qu'ils s'inquiétaient de se rendre sur le continent alors que le gouvernement chinois tente d'encourager la jeunesse hong-kongaise à renforcer ses liens avec la Chine méridionale.

La différence de critères en matière de droits de l'homme entre Hong Kong et le continent est trop importante pour être comblée, a estimé un manifestant, auxiliaire juridique.

"S'ils vous accusent d'un délit, vous êtes foutu", a-t-il précisé.

Les manifestants ont également demandé la démission de Carrie Lam, la gouverneure de la région administrative spéciale, qu'ils accusent d'avoir "trahi" Hong Kong. Certains ont ouvert des parapluies jaunes en souvenir du mouvement prodémocratique Occupy qui avait mobilisé une partie de la jeunesse pendant onze semaines en 2014.

Un libraire de Hong Kong fuit à Taïwan pour échapper à la Chine

Un libraire de Hong Kong, "disparu" fin 2015 alors qu'il était détenu en Chine continentale, a annoncé vendredi s'être enfui à Taïwan pour éviter d'être livré à Pékin alors que le territoire étudie un changement de ses règles d'extradition.

Lam Wing-kee était l'un des cinq libraires de Hong Kong "disparus" fin 2015 après avoir vendu des ouvrages critiques envers Pékin. Ils avaient été emprisonnés en Chine où ils avaient fait des "aveux" télévisés.

Tous travaillaient pour Mighty Current, une maison d'édition spécialisée dans les titres salaces sur la vie privée des dirigeants chinois et les intrigues politiques au sommet du pouvoir. Leurs disparitions avaient été vivement condamnées par la communauté internationale.

Après huit mois d'emprisonnement, M. Lam avait été autorisé à revenir en juin 2016 à Hong Kong à condition de récupérer un disque dur contenant la liste des clients de la librairie et de rentrer en Chine continentale.

Au lieu de quoi il avait convoqué une conférence de presse pour livrer des révélations explosives sur ce qui lui était arrivé quand il s'était rendu en Chine, comment les policiers chinois lui avaient bandé les yeux et l'avaient interrogé pendant des mois.

M. Lam, âgé de 64 ans, a expliqué vendredi avoir précipité son projet de partir à Taïwan, qui n'a pas d'accord d'extradition avec la Chine, après l'annonce cette année par le gouvernement de Hong Kong d'un projet permettant de livrer des personnes à la Chine continentale.

M. Lam ayant contrevenu aux conditions de sa libération sous caution, il est techniquement recherché par la Chine.

Les autorités taïwanaises ont indiqué aux médias locaux que M. Lam s'était vu accorder un visa d'affaires d'un mois et devra présenter une demande adéquate s'il souhaite rester plus longtemps.

"Parapluies de Hong Kong" : 16 mois de prison pour des figures de la démocratie

Quatre figures de proue du mouvement prodémocratie de Hong Kong ont été condamnées la semaine dernière à des peines de prison ferme pour leur responsabilité dans les manifestations monstres qui avaient paralysé en 2014 l'ex-colonie britannique et suscité l'ire de Pékin.

Leur procès a été dénoncé par les défenseurs des droits de l'homme.

Il s'agit des peines les plus lourdes prononcées en lien avec le "mouvement des parapluies", qui avait illustré pendant 79 jours le ressentiment d'une partie des Hongkongais. L'idée du mouvement était d'occuper le quartier d'affaires si un suffrage universel libre n'était pas instauré pour élire le président du gouvernement local, lequel est désigné par un comité pro-Pékin.

Mais les anciens furent débordés par la jeunesse, la situation explosant à l'automne 2014 quand les policiers tirèrent du gaz lacrymogène sur les protestataires. "Ces longues peines adressent un avertissement glaçant à tous pour dire que le combat pour la démocratie aura des conséquences graves", a déclaré Maya Wang, de l'ONG Human Rights Watch.

Le départ des quatre dans des véhicules de l'administration pénitentiaire a été un moment particulièrement émouvant, alors qu'une foule de leurs partisans scandait un slogan en cantonais pour les encourager.

La "révolte des parapluies" avait paralysé des quartiers entiers de l'une des capitales mondiales de la finance pendant plus de deux mois. Au final, Pékin n'avait fait aucune concession. Depuis 2014, plusieurs militants ont été poursuivis par le ministère de la Justice, certains purgeant des peines de prison.

Certains ont également été interdits de se présenter à une élection, d'autres disqualifiés au Parlement.

Au procès à l'automne, l'accusation avait argué que les manifestations de masse avaient "causé du tort aux habitants" touchés par le blocage des voies de circulation.

Sources : Reuters, AFP

Sri Lanka : les catholiques retourneront à la messe dimanche sous haute surveillance

30 avril 2019

Les églises catholiques au Sri Lanka vont célébrer dimanche des messes publiques sous haute surveillance, deux semaines après les attentats de Pâques qui ont tué 253 personnes dans trois églises chrétiennes et trois hôtels de luxe, a annoncé mardi le cardinal Malcolm Ranjith.

L'Eglise catholique est soucieuse de s'assurer de la situation sécuritaire avant de reprendre les offices quotidiens -- qui avaient été suspendus depuis le dimanche de Pâques -- et suit de près les enquêtes gouvernementales sur les attentats, a ajouté l'archevêque de Colombo.

Alors que l'état d'urgence a été déclaré après les attentats et que plus de 150 suspects ont été arrêtés, les écoles restent fermées. Toutes les organisations politiques ont annulé leurs manifestations prévues mercredi pour le 1^{er} mai en raison d'inquiétudes sécuritaires.

En revanche, le gouvernement a annoncé mardi la levée du blocage des réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, Viber et YouTube) -- décidé après les attentats afin d'empêcher la diffusion "d'informations incorrectes et fausses".

Certaines églises seront équipées de détecteurs de métaux et tous les fidèles seront fouillés avant d'entrer, ont précisé les autorités. Des soldats ou des policiers seront postés devant les bâtiments. Les autorités sont très critiquées en raison de leur échec à partager les informations qui avaient averti de possibles attaques jihadistes.

Source : AFP

Indonésie : hécatombe chez les assesseurs des dernières élections

28 avril 2019

Un chiffre stupéfiant donné par la Commission électorale en Indonésie : plus de 270 agents électoraux sont morts après l'élection présidentielle qui s'est tenue le 17 avril dernier. C'est officiel et ça n'a rien de criminel. Selon les autorités indonésiennes, ils sont morts d'épuisement après avoir dépouillé dans l'urgence des centaines de millions de bulletins de vote.

Le climat et le taux de participation, voilà le cocktail mortel. Il fait très chaud en Indonésie, minimum 30 degrés et humidité de 80 %. Or, le dépouillement des bulletins a souvent lieu en plein air, et cette année, l'élection a passionné le pays. Les Indonésiens sont allés voter en masse pour la présidentielle, mais aussi le même jour, pour les législatives.

C'est trop de travail, et trop de papier, dans un pays très peuplé : 240 millions d'habitants, 800 000 bureaux de vote. Il y a parfois jusqu'à 100 candidats par circonscriptions. Jusqu'à 600 millions de bulletins auraient été comptés à la main. Certains assesseurs ont travaillé 30 heures de suite, et ce n'était pas leur métier.

Le gouvernement n'avait pas assez de fonctionnaires. Il a recruté des intérimaires locaux, des chômeurs ou des retraités, qui n'ont pas supporté la chaleur, la pression et la charge de travail. On compte près de 300 morts au total, 1 800 personnes en arrêt maladie.

Le patron de l'Assemblée nationale indonésienne réclame des comptes à l'exécutif et demande que l'Indonésie passe au vote électronique. Les familles des victimes vont être indemnisées à hauteur de 2 000 euros par foyer.

Les résultats officiels de l'élection présidentielle, eux, seront annoncés le 22 mai.

Source : RFI

Chine : démantèlement d'un réseau de faux Lego, 30 millions de dollars de jouets saisis

27 avril 2019

La police chinoise a démantelé un réseau accusé de contrefaçon de Lego vendus à travers le pays et saisi des jouets pour une valeur de quelque 30 millions de dollars, ont annoncé les autorités.

Mardi, le police a fait une descente dans les locaux de Lepin, un fabricant chinois de jouets produisant des imitations de Lego à Shenzhen (sud), interpellant quatre personnes, a indiqué vendredi la police de Shanghai.

Les produits contrefaits pourraient poser des problèmes de sécurité pour leurs utilisateurs, a déclaré Robin Smith, vice-président de Lego pour la Chine, l'Asie et le Pacifique, selon l'Agence de presse officielle Chine nouvelle.

Les compagnies étrangères se plaignent depuis longtemps de l'application peu rigoureuse de la loi sur la propriété intellectuelle en Chine, où les contrefaçons sont omniprésentes. Pour tenter de mettre un terme à sa guerre commerciale avec les Etats-Unis, Pékin a promis de sévir contre les infractions à cette loi.

Les imitations sont monnaie courante dans un marché attentif aux prix : un petit ensemble de Lepin sur le thème de la ville est vendu trois dollars alors que ceux de Lego ne commencent qu'à 15.

Source : AFP

Vietnam : démantèlement d'un réseau de paris illicites

27 avril 2019

La police vietnamienne a démantelé un réseau illégal de paris en ligne qui avait récolté plus d'un milliard de dollars, et arrêté 22 personnes. Cette opération de démantèlement est considérée comme la plus importante dans ce pays communiste où la plupart des activités de paris sont interdites, mais où le marché illégal prospère, particulièrement pour les paris sportifs.

Des raids dans plusieurs villes et provinces ont été menés après la découverte de centaines de milliers de comptes qui auraient permis de réunir des fonds estimés à 1,28 milliard de dollars, selon le quotidien d'Etat Than Nien. Le réseau opérait "d'une manière sophistiquée, difficile à détecter", selon le journal, qui se base sur des sources policières.

Le Vietnam a commencé à assouplir sa législation sur les jeux d'argent, en permettant aux Vietnamiens de se rendre dans des casinos à titre d'essai et en ouvrant quelque peu les paris sur les sports.

Mais les lucratifs paris illégaux ont proliféré, amenant les autorités à sévir.

L'an dernier, 91 personnes, parmi lesquelles des policiers de haut rang, ont été emprisonnées ou condamnées à des amendes pour leurs liens avec un réseau qui avait récolté des transactions atteignant 420 millions de dollars.

Source : AFP

La Corée du Nord, alliée de la Chine, se rapproche aussi de la Russie

26 avril 2019

Rappel du contexte

Avant le 2^e sommet raté en février entre Corée du Nord et USA, MM. Kim et Trump avaient auparavant opéré une spectaculaire détente de leurs relations.

Le 2^e sommet fut un échec car la Corée du Nord avait cherché à obtenir un allègement immédiat des sanctions internationales décidées pour la contraindre de renoncer à ses armes atomiques.

Mais les discussions avaient été écourtées en raison de désaccords profonds avec Washington, notamment sur les concessions que Pyongyang était prêt à faire. Ensuite, Pyongyang avait haussé le ton en se livrant à une attaque d'une rare violence contre Mike Pompeo, exigeant que le secrétaire d'Etat américain ne participe plus aux discussions sur la dénucléarisation.

Trump dément que de l'argent a été versé pour libérer Otto Warmbier

Donald Trump a affirmé vendredi que les Etats-Unis n'avaient pas versé d'argent à la Corée du Nord pour obtenir la libération de l'étudiant américain Otto Warmbier détenu pendant 17 mois dans une prison nord-coréenne.

Le Washington Post rapportait que Trump avait approuvé le versement à la Corée du Nord de deux millions de dollars pour payer la prise en charge de l'étudiant emprisonné par les autorités nord-coréennes. Otto Warmbier est mort le 19 juin 2017, six jours après son retour aux Etats-Unis. Le jeune homme âgé de 22 ans avait été rapatrié alors qu'il se trouvait dans le coma.

Kim se plaint des Américains à Poutine

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un a confié au président russe Vladimir Poutine, jeudi à Vladivostok, que les Etats-Unis avaient été "de mauvaise foi" lors du sommet Kim-Trump de Hanoï en février, rapporte vendredi l'agence nord-coréenne KCNA.

Cette toute première rencontre Poutine-Kim dans l'Extrême-Orient russe était l'occasion pour le leader nord-coréen, en quête de soutien, de pouvoir raviver "les liens historiques" avec Moscou pour arriver à une "relation plus stable et plus solide".

M. Kim a dit à M. Poutine que la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne dépendent entièrement de l'attitude des Etats-Unis et que son pays "se préparera à toutes les situations possibles", toujours selon KCNA.

M. Kim a aussi averti dans le même texte que la situation "pourrait retrouver son état initial, les Etats-Unis ayant adopté une attitude unilatérale de mauvaise foi lors du second sommet Corée du Nord-Etats-Unis récemment".

Entre MM. Kim et Poutine, c'était plus simple jeudi. "Je suis content du résultat : Kim Jong Un est quelqu'un d'assez ouvert, prêt à parler de tout", s'est félicité M. Poutine devant la presse à la fin de la rencontre. "C'est quelqu'un d'assez intéressant, un interlocuteur dense".

Le leader nord-coréen, qui a qualifiée d'"ouverte et amicale" la rencontre de Vladivostok, a invité M. Poutine à lui rendre visite dans son pays "au moment opportun", et cette offre a été "promptement acceptée", selon KCNA.

Malgré ses invitations répétées à M. Kim, la Russie était restée jusqu'à présent à l'écart de la détente observée sur la péninsule coréenne depuis début 2018.

Mais le dirigeant nord-coréen cherche des soutiens dans son bras de fer avec Washington.

En fin de rencontre, le président russe s'est dit favorable comme les Etats-Unis à une "dénucléarisation totale" et jugé un règlement "possible", à condition de faire "des premiers pas" et d'offrir à Pyongyang des "garanties de sécurité et de souveraineté" de la communauté internationale.

Moscou prône un dialogue avec Pyongyang sur la base d'une feuille de route définie par la Chine et la Russie. Cette dernière a déjà demandé la levée des sanctions internationales, tandis que les Etats-Unis l'ont accusée d'aider Pyongyang à les contourner.

Après des années de montée des tensions, la péninsule connaît cependant une détente spectaculaire et M. Kim a rencontré depuis mars 2018 quatre fois le président chinois Xi Jinping, trois fois le président sud-coréen Moon Jae-in et deux fois M. Trump.

La main d'œuvre nord-coréenne, enjeu crucial entre Moscou et Pyongyang

Outre le dossier nucléaire, les deux dirigeants devraient évoquer le renforcement de leur coopération économique et plus particulièrement la question de la main-d'œuvre nord-coréenne. Environ 10.000 travailleurs sont employés en Russie, représentant une source précieuse de devises pour Pyongyang.

Une des premiers "produits d'exportation" de Pyongyang est sa main d'œuvre qu'elle fournit volontiers à moindre coût à ses voisins, en échange de l'essentiel de leurs revenus, selon les organisations de défense des droits de l'homme.

Human Rights Watch dénonçait en 2017 pléthore de violations des droits de ces travailleurs. Pour autant, ces contrats d'expatriés seraient très prisés des Nord-Coréens parce qu'ils leur permettent de mettre un peu de côté. Moscou est le deuxième "importateur" de cette main d'œuvre après Pékin, selon l'ONU.

Or, la résolution 2397 du Conseil de sécurité de l'ONU de décembre 2017 demande à tous les pays employant des Nord-Coréens de les renvoyer chez eux sous deux ans. MM. Kim et Poutine ont à cet égard un intérêt commun à l'allègement des sanctions internationales pesant sur la Corée du Nord.

Des responsables nord-coréens ont demandé à Moscou de continuer à employer des ouvriers du Nord après la date limite fixée par l'ONU, selon le site spécialisé NK News. La Russie a déjà plaidé pour l'allègement des sanctions et, pour le chercheur Ahn Chan-il, lui-même un transfuge du Nord, "Moscou a probablement des objectifs à long terme".

"Le plus important sera l'accès à la main d'œuvre nord-coréenne bon marché, avant même celui à ses ressources naturelles, si les sanctions sont un jour levées et si le Nord réduit un jour la taille de son armée", dit-il. Par ailleurs, Moscou ambitionne d'emprunter la péninsule coréenne pour envoyer ses hydrocarbures vers d'autres pays comme le Japon, la Corée du Sud ou Taïwan.

Sources : Reuters, AFP

Enrôlée, pauvre et isolée, la jeunesse des confins de la Birmanie reste pleine d'espoir

20 avril 2019

"Il y a du bonheur ici", sourit Nilar Oo, 19 ans, chevelure d'ébène et longue robe bleu roi. Grandir en territoire Wa dans l'extrême est de la Birmanie, une terre montagneuse, isolée, hors-de-portée du miracle économique de la Chine voisine, n'est pourtant pas aisé.

Les visiteurs étrangers sont rares dans cette région de la taille de la Belgique, dont l'accès est presque entièrement verrouillé. Depuis 30 ans, la plus puissante faction rebelle de Birmanie,

l'Armée unie de l'Etat Wa (UWSA), forte d'au moins 25.000 hommes, règne en maître sur cette zone qui bénéficie d'un statut semi-autonome.

Pour fêter les 30 ans de sa "prise de pouvoir", cette guérilla communiste a fait défiler ses troupes cette semaine dans les rues de la capitale régionale, Panghsang, une démonstration de force à l'égard du pouvoir central.

Alors que la nuit est tombée sur la ville, de jeunes soldats, peu habitués à quitter les forêts montagneuses et à descendre en ville, font la fête après le défilé. Dans chaque famille, un garçon ou une fille, parfois à peine entré dans l'adolescence, se doit d'être enrôlé dans cette guérilla. En retour, il perçoit quelque 200 yuans par mois, moins de 30 euros, est nourri et logé.

L'UWSA est en grande partie armée et financée par Pékin qui considère, à des fins stratégiques, la région comme son arrière-cour et la protège du gouvernement central birman.

La monnaie chinoise, le yuan, y est la devise officielle et le mandarin la langue des affaires.

La plupart des jeunes résidant à Panghsang le parlent.

Karaokés, casinos ... bordels : en quelques années des hommes d'affaires chinois ont fortement marqué la ville de leur empreinte.

Et un nouvel établissement de jeux de 20 étages sort de terre.

"Beaucoup de choses ont changé. Les routes se sont améliorées. Il n'y avait pas autant de maisons quand je suis arrivé" en 2012 pour travailler ici comme cuisinier, relève Kyar Khor She, 24 ans.

Depuis qu'il a obtenu une semi-autonomie, l'ensemble du territoire contrôlé par l'UWSA connaît un boom économique.

Il recèle l'une des plus grandes mines d'étain au monde et d'énormes plantations de caoutchouc.

Il est aussi considéré comme un narco-Etat par les observateurs : connu pendant des années comme une plaque-tournante pour le commerce de l'opium, il abriterait aussi de nombreux laboratoires de production de méthamphétamines, des allégations que les responsables de l'UWSA démentent avec véhémence.

La jeunesse de la région, multi-ethnique, ne profite guère de ces retombées économiques, légales ou illicites. Beaucoup de jeunes femmes travaillent dans les bordels de Panghsang ou d'autres villes interlopes le long de la frontière chinoise, tandis que les jeunes hommes sont employés dans des restaurants, casinos ou chantiers de construction contre un maigre salaire.

La demande insatiable de la Chine pour des produits dérivés issus d'espèces protégées ou menacées alimente aussi un trafic illicite d'animaux très important dans la région devenue un véritable "supermarché pour la faune sauvage", d'après Nick Cox, directeur de la conservation du Fonds mondial pour la nature (WWF).

Des peaux de tigres et de léopards s'entassent dans des échoppes aux côtés d'étals d'écailles d'ivoire et de pangolin ou de cages remplies d'oiseaux rares. Les produits dérivés à base de cornes d'éléphants, de rhinocéros ou de pangolin sont utilisés dans la médecine traditionnelle chinoise pour leurs vertus, très controversées, contre le cancer ou l'impuissance notamment.

Source : AFP

Les morts de mineurs birmans révèlent l'opacité du secteur du jade

24 avril 2019

Une cinquantaine de mineurs disparus, deux corps seulement retrouvés. C'est le bilan du glissement de terrain qui a eu lieu lundi soir dans des mines de jade du nord de la Birmanie. Un accident qui n'est pas rare dans ce secteur dont le fonctionnement reste opaque aujourd'hui.

Le pays est le premier producteur de jade au monde et ses mines attirent beaucoup de travailleurs. Pour ces mineurs, les mines de jade constituent souvent la seule opportunité d'emploi dans une région comme l'Etat Kachin, agitée par un conflit ethnique.

Selon l'organisation Global Witness, ces mines de jade couvrent un territoire qui représente plus de 24 000 terrains de football. Des mines dans lesquelles les conditions de sécurité, la protection de l'environnement ne sont pas du tout assurées.

Les accidents comme celui de lundi soir sont donc fréquents, notamment à cause de la courte durée des permis d'exploitation accordés, des permis à court terme ce qui incite les entreprises à travailler le plus vite possible pour avoir le meilleur rendement sans prendre aucune précaution.

Le secteur génère des milliards de dollars, mais ce n'est pas la population locale qui en profite. Ce sont plutôt les centaines d'entreprises birmanes qui opèrent dans la région, et qui ont des liens, selon l'organisation Global Witness, avec les militaires, les groupes rebelles, les barons de la drogue du pays.

Ces compagnies sont soit privées, soit en partenariat avec l'entreprise d'État Myanmar Gems Entreprise, un acteur-clé qui délivre aussi des permis et influence la législation, bref qui est au cœur de conflit d'intérêts selon la société civile.

Et puis, il y a un autre problème, ces pierres précieuses sont pour la grande majorité - entre 60 et 80 % - vendues clandestinement, et exportées en Chine. Pour éviter de payer des taxes, certaines mines sont aussi illégales, elles n'ont pas de permis, ce qui représente un manque à gagner énorme pour l'État birman.

Source : RFI

Birmanie : des comédiens arrêtés pour avoir récité des poèmes satiriques

22 avril 2019

En Birmanie, cinq comédiens ont été emprisonnés ce lundi 22 avril pour avoir critiqué l'armée lors de spectacles du Nouvel An birman qui mêlent poésie, danse et musique. Interdite sous la junte militaire pendant plus de vingt ans, cette tradition qui remonte au XIXe siècle se trouve aujourd'hui de nouveau menacée. Un nouveau coup porté à la liberté d'expression dans le pays.

Les interprètes risquent jusqu'à deux ans de prison. Selon Human Rights Watch, ces poursuites en justice sont un nouveau signe du refus de la critique de la part des autorités birmanes, même

quand elle prend la forme d'une satire. Le gouvernement d'Aung San Suu Kyi a d'ailleurs mis en place un comité de la censure pour contrôler le contenu en amont des spectacles sur scène.

Avec l'arrivée au pouvoir de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie, en 2016, de nombreuses lois continuent à être utilisées pour restreindre la liberté d'expression dans le pays. D'après l'organisation locale Athan, plus de 180 journalistes et militants des droits de l'homme ont été poursuivis en justice sous le gouvernement actuel.

Source : RFI

Bangladesh : manifestations après le meurtre d'une jeune femme victime de harcèlement *20 avril 2019*

Des manifestations ont eu lieu le 20 avril à Dacca, pour la dixième journée consécutive, après le meurtre d'une jeune femme de 19 ans, brûlée vive après avoir porté plainte pour harcèlement sexuel contre le directeur de son école.

La mort de Nusrat Jahan Rafi, qui remonte au 10 avril, suscite l'indignation au Bangladesh, où les associations dénoncent le peu d'empressement des autorités à enquêter sur les affaires de viol ou d'agression sexuelle, et une "culture d'impunité". Des manifestants ont scandé des slogans réclamant la peine de mort pour les meurtriers de la jeune femme.

Elle avait été attirée sur le toit du séminaire islamique où elle étudiait. Ses agresseurs lui ont alors demandé de retirer la plainte pour harcèlement qu'elle avait déposée contre le directeur de l'école. Quand elle a refusé, elle a été aspergée de kérosène puis enflammée. Brûlée sur 80% du corps, Nusrat Jahan Rafi est morte à l'hôpital.

Ce drame a entraîné des manifestations dans plusieurs villes de ce pays à majorité musulmane de 165 millions d'habitants.

Dix-huit personnes, dont le directeur de l'école, ont été arrêtées.

"Les viols et les agressions sexuelles ont augmenté de façon alarmante dans le pays", s'inquiète un manifestant, M. Rahman Apu, auprès de l'AFP. "Le meurtre de Nusrat Rafi montre que même les filles les plus courageuses n'obtiennent pas justice".

L'un des suspects a indiqué à la justice que le directeur de l'école avait commandité le meurtre. Le chef de la section locale du parti au pouvoir a également été arrêté, soupçonné d'avoir aidé les tueurs, des camarades de classe.

Ils l'ont attachée avec une écharpe avant de l'enflammer, et avaient l'intention de faire passer sa mort pour un suicide.

La Première ministre Sheikh Hasina s'est engagée à ce que toutes les personnes impliquées dans cet assassinat soient traduites en justice.

Source : AFP

Inde : le principal juge de la Cour suprême accusé de harcèlement sexuel *20 avril 2019*

La plus haute instance de justice indienne est dans la tourmente. Le principal juge de la Cour suprême, Ranjan Gogoi, a été accusé de harcèlement sexuel par une ancienne subordonnée. Accusations qu'il a réfutées en bloc, dénonçant une tentative de mettre à mal le système judiciaire.

La plaignante a demandé l'ouverture d'une enquête par un comité spécial constitué d'anciens juges de la Cour suprême indienne.

Elle fait état d'une véritable vendetta touchant toute sa famille.

L'ex-subordonnée du juge Ranjan Gogoi déclare également avoir été soumise à un interrogatoire musclé dans un commissariat en compagnie de plusieurs membres de sa famille, le mois dernier. Dans sa déclaration, elle fait état de violences verbales et physiques lors de cette garde à vue.

Source : RFI

Thaïlande : le souverain d'un royaume divisé couronné ce week-end

30 avril 2019

La grandiose cérémonie de couronnement du roi de Thaïlande ce week-end va tenter d'incarner l'unité d'un royaume divisé, qui désespère de connaître les résultats des législatives de mars.

Le couronnement du roi de Thaïlande fait la Une depuis des semaines, la presse adoptant un ton unanimement enthousiaste, dans ce pays où la lèse-majesté est passible d'années de prison.

Le couronnement aura lieu samedi. Dimanche, un grand défilé sera organisé avec plus de mille militaires en costumes traditionnels, tandis que le roi sera transporté dans un palanquin doré porté par des soldats. Lundi, il paraîtra à l'un des balcons du Grand Palais et recevra en audience les diplomates étrangers.

Cette cérémonie ancestrale de trois jours est un événement inédit dans le royaume depuis près de soixante-dix ans. La précédente remonte en effet à 1950 quand le roi Bhumibol Adulyadej avait été couronné.

La mort en 2016 de celui qui détenait le record de longévité des monarques en exercice avait conduit son fils, Maha Vajiralongkorn, sur le trône.

Mais le couronnement en tant que tel ne survient que près de trois ans plus tard, dans un pays où le calendrier royal suit son propre rythme.

C'est l'occasion pour Maha Vajiralongkorn, aussi connu sous le nom de Rama X, dernier descendant de la dynastie des Chakri, de s'afficher comme le garant de l'unité du royaume, qui a connu douze coups d'Etat depuis 1932.

Barge royale dorée à tête de dragon déployée sur le fleuve de Bangkok, étals de T-shirts jaunes (couleur de la royauté) sur les marchés...les Thaïlandais se préparent à l'évènement depuis des semaines.

Des portraits gigantesques du roi, déjà nombreux en temps normal, ont été déployés à travers les rues. "Les images du roi sont un pilier spirituel pour les Thaïlandais. C'est comme s'ils

étaient avec nous tout le temps pour nous protéger", raconte Chanan Wangthamrongwit, vendeur de portraits royaux.

Des écoles à leur propre foyer, les Thaïlandais ont passé toute leur vie avec une image du souverain devant laquelle s'incliner. Beaucoup gardent encore chez eux des photos de Bhumibol Adulyadej qui avait mis en place un culte de la personnalité très efficace.

Au sujet des résultats électoraux, exaspérée par l'absence de publication des résultats définitifs, l'opposition a formé une coalition anti-junte.

Elle revendique la victoire, mais les généraux, forts du soutien du palais, ne donnent pas de signe de vouloir céder la place.

Dimanche, le chef de la junte, le général Prayut Chan-O-Cha, et le chef de l'armée, le général Apirat Kongsompong, marcheront derrière le palanquin royal. Un symbole fort envoyé au pays. Les militaires ont alloué plus de 26 millions d'euros pour cette cérémonie et mobilisé pour dimanche des dizaines de milliers de fonctionnaires le long de la procession.

Au total, plus de 200.000 personnes sont attendues par les autorités sur le parcours, mais aucune tête couronnée étrangère n'a été conviée, "comme le veut la tradition", explique-t-on au ministère des Affaires étrangères.

Source : AFP

PLANETE GLOBALE

La destruction de la nature, une menace pour l'Homme autant que le réchauffement

29 avril 2019

Le message lancé lundi à l'ouverture d'une réunion mondiale sur la biodiversité est clair : la destruction de la nature menace l'Homme "au moins autant" que le changement climatique et mérite donc autant d'attention pour éviter des impacts dévastateurs.

Scientifiques et diplomates de plus de 130 pays sont réunis jusqu'à samedi à Paris pour adopter la première évaluation mondiale des écosystèmes depuis près de 15 ans, un sombre inventaire d'une nature pourtant vitale pour l'humanité.

"Notre destruction de la biodiversité et des services écosystémiques a atteint des niveaux qui menacent notre bien-être au moins autant que les changements climatiques induits par l'Homme", a déclaré Robert Watson, président de Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES).

Le groupe d'experts a travaillé pendant trois ans sur un rapport de 1.800 pages qui devrait devenir la référence scientifique en matière de biodiversité, comme le sont ceux du Giec pour le climat.

Beaucoup espèrent que cette évaluation sera le prélude à l'adoption d'objectifs ambitieux lors de la réunion en 2020 en Chine des Etats membres de la Convention de l'ONU sur la diversité biologique (COP15).

Un quart des 100.000 espèces évaluées -- portion minime des 8 millions estimées sur Terre-- sont déjà menacées d'extinction, sous pression de l'agriculture, de la pêche, de la chasse, ou encore du changement climatique.

Mais "une accélération rapide imminente du taux d'extinction des espèces" se profile, selon le projet de rapport : entre 500.000 et un million devraient être menacées, dont "beaucoup dans les prochaines décennies".

Des projections en accord avec ce que décrivent depuis des années certains scientifiques : le début de la 6^e "extinction de masse", la première depuis l'arrivée des hommes sur la planète. Le texte fait clairement le lien entre les deux menaces majeures que sont le réchauffement et les atteintes à la nature, identifiant certaines causes similaires.

Le tout sur une planète de plus en plus peuplée dont les habitants consomment de plus en plus. Mais vu l'ampleur des réformes à mettre en place, qui impliquent une véritable transformation de nos modes de vie, les résistances risquent d'être encore plus fortes que pour la lutte contre le changement climatique.

Source : AFP

Mort massive de manchots empereurs en Antarctique à cause de la météo

27 avril 2019

C'est une hécatombe en Antarctique : des scientifiques alertent sur la mort en série de milliers de bébés manchots empereurs. En cause, une météo particulièrement chaude depuis trois ans. La deuxième colonie du monde a presque disparu.

Tous les ans, 25 000 manchots empereurs se réunissent et forment la colonie de Halley dans l'Antarctique, au sud de l'Argentine. Pour se reproduire et couvrir leurs œufs, ils s'installent sur une banquise.

Depuis trois ans, cette étape de la reproduction de l'espèce est en danger. La glace sur laquelle ils étaient installés a cédé à cause de températures élevées et d'une météo orageuse qui a fragilisé la banquise.

Résultat : presque tous les petits ont péri. Impossible pour l'instant d'imputer formellement cette fonte au réchauffement climatique. Mais les scientifiques du centre de recherche britannique de l'Antarctique ont observé ce phénomène trois années de suite. Ils l'affirment que c'est « sans précédent ».

Source : RFI

Le recyclage mondial en plein chaos depuis que la Chine ne veut plus être la poubelle du monde

23 avril 2019

Pour ne plus être la première destination mondiale du recyclage, Pékin a banni début 2018 l'importation de plastiques et de plusieurs autres catégories de déchets qu'elle recyclait jusqu'alors.

Les importations chinoises de plastique sont ainsi passées de 600 000 tonnes par mois en 2016 à 30 000 tonnes par mois en 2018. Depuis, le circuit du recyclage mondial est en crise.

"Ça a été comme un tremblement de terre", explique à l'AFP Arnaud Brunet, directeur du Bureau international du recyclage (BIR) basé à Bruxelles.

En l'occurrence, les déchets plastiques des pays développés ont commencé à être redirigés massivement vers plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, où des industriels chinois du recyclage ont transféré leurs activités.

La Malaisie particulièrement, qui compte une importante minorité chinoise, est devenue une destination de choix pour les industriels cherchant à déménager leur activité de Chine. Résultat, les importations de plastique du pays ont triplé depuis 2016, pour atteindre 870 000 tonnes l'an dernier, selon des données officielles.

Dans la petite ville de Jenjarom, près de Kuala Lumpur, les usines de retraitement de plastique ont poussé comme des champignons, et se sont mises à émettre des fumées toxiques. Après de nombreuses plaintes d'habitants, les autorités ont finalement agi. Des usines ont fermé et les permis d'importation de plastique ont été gelés temporairement.

Si la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam, premiers pays visés par les industriels, ont pris des mesures pour limiter les importations de plastique, les flux ont été redirigés vers d'autres pays

moins régulés, comme l'Indonésie et la Turquie, selon un nouveau rapport de Greenpeace et de l'ONG Alliance globale pour les alternatives à l'incinération (GAIA).

Pour les pays occidentaux, qui se reposaient sur la Chine, chercher de nouvelles destinations capables de retraiter leur trop-plein de déchets est aussi un casse-tête. Alors que les industriels du recyclage estiment souvent que les coûts sont trop élevés pour retraiter les déchets dans leur pays d'origine, certains ont eu recours aux décharges ou aux incinérateurs faute de mieux.

Mais alors que 9% seulement du plastique produit est recyclé, la seule solution à long terme est de fabriquer et de consommer moins de plastique, plaide Greenpeace. "Les circuits de recyclage n'arrivent pas rattraper la production de plastique", souligne Kate Lin, chargée des campagnes de l'organisation.

Source : FranceInfo

EURASIE

La Suisse laisse s'échapper de gros trafiquants d'ivoire

23 avril 2019

Pendant l'été 2015, la découverte à l'aéroport de Zurich de 262 kilos d'ivoire, ainsi que d'un kilo de crocs et de griffes de lion, dissimulés dans huit valises à roulettes, avait fait la une de la presse helvétique.

Une telle quantité d'ivoire correspond au massacre de 40 à 50 éléphants. Les trois trafiquants chinois venaient de Dar es Salam, en Tanzanie, et transitaient par la Suisse avant de rejoindre Pékin.

Zurich et Genève, les deux principaux aéroports du pays, sont considérés comme des routes secondaires pour les trafics venant d'Afrique, qu'il s'agisse de « viande de brousse », comme des antilopes, des buffles, des singes, ou d'objets en ivoire (statuettes et bijoux).

Mais c'était la première fois que les douaniers mettaient la main sur une telle quantité d'ivoire.

La Liberté, le quotidien de Fribourg, revient en une sur cette affaire vieille de presque quatre ans en révélant que la justice suisse a, certes, confisqué la marchandise, mais elle a laissé partir les trois trafiquants en ne leur infligeant qu'une caution dérisoire de... 3 000 francs suisses (2 700 euros).

Ces derniers n'ont plus jamais été inquiétés. Le journal ajoute que la Suisse n'a averti la justice tanzanienne qu'un mois après la saisie, ce qui a empêché une prompte arrestation des complices. Les autorités tanzaniennes sont furieuses.

Selon le quotidien *Le Temps* de Lausanne, 1 644 kilos d'ivoire ont été confisqués en Suisse ces trente dernières années. Et chaque année au moins 40 tonnes de « viande de brousse » entrent illégalement dans la confédération.

Source : Le Point

République tchèque : manifestations contre la nomination d'une nouvelle ministre de la Justice

29 avril 2019

Des milliers de Tchèques ont protesté lundi à Prague et dans d'autres villes contre la nomination d'une nouvelle ministre de la Justice qu'ils considèrent comme une proche alliée du Premier ministre Andrej Babis poursuivi en justice pour fraude présumée aux subventions européennes.

Ex-membre du parti social-démocrate CSSD, aujourd'hui sans étiquette, Marie Benesova doit être nommée mardi par le président Milos Zeman, très favorable à M. Babis ainsi qu'à la future ministre.

"Justice indépendante !", "Nous ne sommes pas aveugles!", "Nous voulons un gouvernement honnête!", ont notamment scandé les protestataires qui ont défilé sous les drapeaux tchèques et ceux de l'UE, à l'appel de l'ONG "Million de moments pour la démocratie".

La police a recommandé la mise en accusation de M. Babis dans une affaire de détournement présumé de fonds européens remontant à 2007-2008, liée à son complexe hôtelier "Nid de Cigogne" près de Prague. Portant sur deux millions d'euros, cette affaire ferait encourir à M. Babis une peine de cinq à dix ans en prison.

Deuxième fortune du pays, M. Babis, 64 ans, est fondateur du géant agro-alimentaire Agrofert, qui contrôle aussi deux grands quotidiens du pays. Il rejette les accusations et dénonce ce qui est selon lui un "complot" et une "affaire politique".

Source : AFP

Soigner le patient anglais ou rentrer, dilemme des médecins roumains

28 avril 2019

L'Angleterre se les arrache, la Roumanie en manque éperdument : après des années d'exode de ses médecins, le système hospitalier roumain caresse l'espoir de retenir le personnel de santé au pays, notamment à la faveur du Brexit.

Depuis l'entrée de la Roumanie dans l'UE en 2007, plus de 14.000 praticiens ont quitté le pays pour s'installer dans le reste de l'Europe, attirés par de meilleurs salaires, conditions de vie et d'exercice de la médecine.

Avec la France, la Grande-Bretagne est l'un des pays les plus plébiscités.

Du coup, l'ancien pays communiste aux infrastructures hospitalières vieillissantes doit se débrouiller avec l'une des plus faibles densités médicales de l'UE, à peine 58.000 cliniciens pour 19 millions habitants. Plus grave, c'est la "répartition inéquitable" qui pose problème : des territoires entiers du pays sont quasiment privés d'accès aux soins, déplore le dr Borcean.

Si en 2016, 80% des étudiants en médecine et des internes affirmaient vouloir quitter la Roumanie à l'issue des études, l'exode s'est depuis tari, estime le dr Borcean.

Les motivations des médecins roumains qui partent à l'étranger sont multiples, relève le président du Collège des médecins.

S'il y a des critères non quantifiables, tel "le respect de la société envers la profession", les rémunérations continuent de jouer un rôle important.

Conscient des attentes des personnels de santé, le gouvernement social-démocrate roumain a frappé fort début 2018 en doublant quasiment les salaires dans le secteur public hospitalier.

Source : AFP

La Roumanie face à la pénurie de main-d'œuvre

25 avril 2019

Les bas salaires en vigueur en Roumanie font fuir la main-d'œuvre locale. Pour y remédier, le pays attire des travailleurs venus d'Asie : Vietnam, Pakistan, Philippines, Inde, Indonésie, Thaïlande... pays où les revenus sont inférieurs à ceux qu'ils peuvent obtenir en Roumanie.

Situé aux confins orientaux de l'Union européenne (UE), la Roumanie propose un salaire moyen parmi les plus bas d'Europe, à savoir environ 500 euros par mois. Un petit salaire à l'échelle européenne, mais un montant intéressant pour les candidats asiatiques à l'émigration.

Les Asiatiques arrivent parce que les Roumains partent. Depuis l'adhésion de la Roumanie à l'UE en 2007, plus de quatre millions de Roumains ont migré vers les marchés de l'Europe de l'Ouest à la recherche d'un meilleur salaire.

Cette hémorragie de main-d'œuvre ne peut être contrebalancée que par une importation massive de travailleurs asiatiques qui se contentent du salaire roumain.

D'après les autorités roumaines, le marché du travail local aurait besoin d'un million de travailleurs supplémentaires.

Toutes les entreprises, qu'elles soient roumaines ou étrangères, installées en Roumanie, cherchent désespérément à embaucher, mais la main-d'œuvre est devenue un luxe. Les sociétés de recrutement d'ouvriers de l'étranger poussent comme des champignons.

Selon une analyse de la société Keysfin, le pays compte plus de 4 000 sociétés de recrutement. Pour encourager les Asiatiques à prendre l'avion en direction de la Roumanie, on leur propose un billet gratuit, un logement, un billet de retour pour les vacances en famille et des repas gérés par un cuisinier de leurs pays.

Source : Le Point

Proposer des passeports russes aux Ukrainiens est une agression, selon Kiev

28 avril 2019

Vladimir Poutine a signé un décret simplifiant les procédures d'obtention d'un passeport russe pour les habitants des régions séparatistes de l'est de l'Ukraine.

Les régions de Donetsk et de Louhansk, aux mains de séparatistes pro-russes, ont fait sécession en 2014, après l'arrivée au pouvoir de dirigeants pro-occidentaux en Ukraine.

Kiev et l'Occident voient l'initiative comme un nouvel acte d'agression, une semaine après l'élection de Volodymyr Zelenskiy, qui a vertement riposté dans un communiqué.

Celui-ci prendra ses fonctions en juin prochain.

La guerre entre les forces de Kiev et les séparatistes, soutenus militairement par la Russie selon l'Ukraine et les Occidentaux, a fait près de 13.000 morts en cinq ans.

Des trêves successives ont permis de réduire le niveau des violences sans toutefois y mettre un terme définitif.

Le président russe a précisé que son pays remplirait "toutes ses responsabilités envers nos nouveaux citoyens russes". "Une fois qu'ils auront reçu leur passeport russe, les résidents de l'est de l'Ukraine percevront les allocations sociales, les retraites, les augmentations, tout ce à quoi ils ont droit", a-t-il expliqué.

Il a également expliqué qu'il serait "théoriquement possible" pour les personnes résidant dans ces territoires de percevoir à la fois une retraite russe et leur retraite ukrainienne. M. Poutine

avait défendu cette décision lors d'une conférence de presse jeudi, à l'issue de son premier sommet avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un à Vladivostok, dans l'extrême-Orient russe.

"C'est étrange que cette décision provoque des réactions négatives. La Pologne émet de tels passeports pour les Polonais, la Roumanie pour les Roumains, la Hongrie pour les Hongrois. En quoi les Russes sont pires que les Polonais, les Roumains ou les Hongrois ?", s'était interrogé alors M. Poutine.

Si la pratique de l'ukrainien progresse depuis la chute de l'Union soviétique en 1991, encore plus depuis 2014 et le début de la crise avec la Russie, l'Ukraine compte toujours une importante communauté russophone concentrée dans l'est et le sud.

La protection des russophones a été un des motifs officiels de la Russie pour annexer il y a cinq ans la péninsule ukrainienne de Crimée et soutenir les séparatistes prorusses de l'est de l'Ukraine.

Sources : Reuters, AFP, RFI

Royaume-Uni : tempête au gouvernement autour de fuites sur Huawei

26 avril 2019

Au Royaume-Uni, une fuite dans la presse sur la décision de Theresa May de laisser Huawei prendre part au déploiement de la 5G fait grand bruit. Furieux, le gouvernement a décidé de lancer une enquête pour savoir qui a transmis cette information sensible.

La polémique fait désormais rage à Westminster, non seulement au sujet du géant chinois des télécoms Huawei mais aussi de l'auteur d'une fuite d'informations confidentielles. Qui a bien pu, après une réunion du Conseil de sécurité nationale, divulguer une décision ultra-sensible ?

Selon le quotidien *Daily Telegraph*, cinq des ministres présents étaient en désaccord avec la décision prise par la Première ministre Theresa May d'accorder un rôle limité à Huawei dans le déploiement de la 5G.

Huawei est en effet soupçonné par les États-Unis d'espionnage pour le compte de Pékin, et plusieurs rapports et services gouvernementaux ont évoqué des risques pour la sécurité nationale.

Le gouvernement promet de pousser son enquête très loin et pourrait impliquer les services de police pour démasquer le responsable de la fuite. Un gouvernement sous le choc face au manque de plus en plus criant de discipline de ses ministres dans un pays en pleine crise face à l'impasse sur le Brexit.

La position d'extrême faiblesse de Theresa May attise en effet les convoitises et plusieurs ministres cherchent à se mettre en avant pour lui succéder, le jour plus si lointain maintenant, où elle quittera Downing Street.

Source : RFI

La Grèce célèbre la Pâque orthodoxe, après le "calvaire" de l'austérité

28 avril 2019

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a filé la métaphore de la Résurrection dans son message de Pâques pour exprimer son optimisme pour la Grèce sortie du "calvaire" des plans de sauvetage.

"Nous pouvons enfin être optimistes, après toutes ces années difficiles. Le calvaire des programmes de sauvetage est derrière nous", a poursuivi le président de Syriza, un parti de gauche radicale qui a évolué vers le centre-gauche.

Sortie officiellement de son programme d'aides internationales en août dernier, la Grèce reste toutefois sous la surveillance renforcée de ses créanciers. Pendant presque une décennie de crise pour purger la dette publique que les marchés étaient réticents à financer, le pays avait perdu un quart de son Produit intérieur public (PIB) et plongé dans une récession inédite.

La croissance devrait atteindre 2,4% en 2019 après 2,1% estimée pour 2018, selon les projections du Fonds monétaire international (FMI). Le budget grec prévoit une croissance de 2,5% pour 2019.

Pâques est la fête religieuse la plus importante en Grèce, où 90% de la population est orthodoxe. Les centre-villes étaient déserts pendant le week-end alors que des millions de Grecs retournaient dans leurs villages d'origine et les îles pour se réunir en famille dimanche autour du traditionnel plat d'agneau mettant fin aux 40 jours du Carême.

Le nombre de réservations de tourisme a progressé de 15% par rapport à l'an dernier, selon la fédération des agences de tourisme, reflet notamment d'une meilleure confiance dans l'économie enregistrée le mois dernier.

Source : AFP

Grèce : des réfugiés désemparés doivent quitter leurs logements

20 avril 2019

Des milliers de réfugiés désemparés attendent leur éviction possible de leurs logements en Grèce pour laisser la place aux demandeurs d'asile confinés sur les îles grecques.

Près de 6.800 personnes dans toute la Grèce sont potentiellement affectés par la décision du gouvernement grec d'expulser les réfugiés ayant obtenu l'asile depuis plus de six mois.

Au 31 mars, quelque 160 réfugiés ont dû laisser leurs logements attribués dans le cadre du programme Estia financé par l'Union européenne et mis en place par le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'ONU (HCR) et des ONG locales.

"Dès le départ, ce programme a été conçu pour aider les demandeurs d'asile uniquement : après l'obtention de leur asile, les réfugiés doivent théoriquement dans les six mois suivants quitter les logements, mais jusqu'à présent, le gouvernement grec n'avait pas appliqué ce principe", explique le porte-parole du HCR en Grèce, Boris Cheshirkov.

Mais avec l'engorgement des îles grecques de la mer Egée, où les migrants sont confinés à leur arrivée de Turquie, le gouvernement veut transférer sur le continent autant de demandeurs d'asile que possible.

Avec près de 9.000 arrivées depuis le début de l'année 2019, le nombre de réfugiés augmente de nouveau en Grèce, après avoir chuté en 2017 et 2018, et la situation dans les îles, en particulier à Lesbos et à Samos, est explosive.

"Ceux qui ont reçu l'asile peuvent bénéficier des aides sociales comme tous les Grecs" en situation de pauvreté, avec notamment une aide au logement, assure-t-on au ministère de l'Immigration.

Par ailleurs, pendant trois mois après avoir quitté les logements, "les réfugiés conserveront l'aide économique dont ils bénéficient, et seront aidés pour obtenir un numéro fiscal, ouvrir un compte en banque, s'inscrire à pôle-emploi", ajoute-t-on au ministère.

Fin 2018, en Grèce continentale, 22.686 personnes étaient hébergées grâce au programme Estia. Actuellement, la Grèce accueille plus de 70.000 réfugiés dont près de 15.000 sur les îles égéennes.

Source : AFP